

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N° 2
JUN 2000
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION

L'Afrique

Ce continent d'une incroyable diversité est un défi pour la coopération au développement

Le Tchad, ses guerres et son pétrole

Quel est l'avenir de l'Afrique? Un débat entre afro-optimistes et afro-pessimistes



DOSSIER



L'AFRIQUE

L'Afrique riche de sa diversité

Ce continent possède de multiples facettes, les certitudes y sont rares. Il est si varié qu'il n'existe pas en tant qu'unité

6

Une croissance impalpable

L'instabilité politique et un manque d'autofinancement mettent le continent en difficulté

10

«Nous ne travaillons pas tout seuls...»

Entretien avec le conseiller fédéral Joseph Deiss, chef du DFAE et afro-optimiste

12

Des clans, des arbres sacrés et des guérisseurs

L'Afrique est partagée entre la tradition et la modernité

14

Pépinière de journalistes pour l'Albanie

Un projet de la DDC soutient la formation de journalistes de radio

23

FORUM



Le roseau africain se redressera

Trois connaisseurs de l'Afrique débattent de l'avenir du continent: Ndioro Ndiaye, Laurent Monnier et Edgard Gnansounou

26

Carte blanche

Charles-Henri Favrod, journaliste et écrivain, relate sa traversée de l'Afrique

29

DES PAYS ET DES GENS



TCHAD

Le Tchad entre guerres et pétrole

Ensanglanté depuis plus de trente ans, ce pays enclavé n'a toujours pas retrouvé la paix

16

La polygamie résiste au temps

Mahamat Azarack Mahamat, jeune universitaire tchadien, évoque la polygamie dans son pays et en Afrique

20

DÉVELOPPEMENT ET COOPÉRATION SUISSE

Virage à Madagascar

Après avoir coopéré durant trente ans avec le gouvernement, la Suisse réoriente son aide à Madagascar

22

CULTURE



Bamako se décomplexé

Danses, rythmes, contes et rencontres étaient à l'affiche d'un festival de théâtre très spécial, au Mali

30

Éditorial	3
Périscope	4
Opinion DDC	21
Hommage à Hans Keller et à August Lindt	25
Service	33
Agenda	35
Imprimerie et bulletin de commande	35

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

Edi torial



Ndioro Ndiaye, Serena Sartori et Axelle Kabou. Trois femmes, trois points de vue. La première est Sénégalaise et directrice générale adjointe de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). La deuxième est Milanaise et fait de la mise en scène en Afrique avec les élèves d'une école d'art dramatique de Bamako. La troisième, une sociologue camerounaise, s'en prend aux élites noires et aux coopérants blancs dans un ouvrage controversé.

Toutes trois apparaissent dans ce numéro. Elles forment des avis critiques mais différents sur l'Afrique, continent auquel est consacré notre dossier et qui constitue le thème annuel de la DDC.

Ce n'est pas par hasard qu'elles s'expriment ici. En effet, *Un seul monde* s'efforce depuis deux ans non seulement de parler des activités suisses en matière de développement et de coopération, mais aussi de donner la parole aux gens du Sud le plus souvent possible.

Mais avons-nous atteint l'objectif que nous nous étions fixé, à savoir publier un périodique agréable, utile et proche de ses lecteurs? C'est vous, chers lecteurs et chères lectrices, qui avez répondu à cette question dans le cadre d'un sondage mené au cours des derniers mois. Et nous pouvons être fiers de vos réponses. Ces deux dernières années, notre public s'est élargi, le nombre de lectrices progressant plus vite que celui des lecteurs. Le degré de satisfaction a augmenté. Vous trouvez la nouvelle mise en page plus attrayante. Un élément nous réjouit particulièrement en tant qu'éditeurs: quelle que soit la région linguis-

tique où vous habitez, vous qualifiez la DDC d'organisme «compétent, ouvert sur le monde, crédible, efficace, dynamique, critique et peu bureaucratique». Vous en apprendrez plus, par exemple sur la motivation des lecteurs et sur leurs intérêts, en lisant les résultats du sondage en page 34.

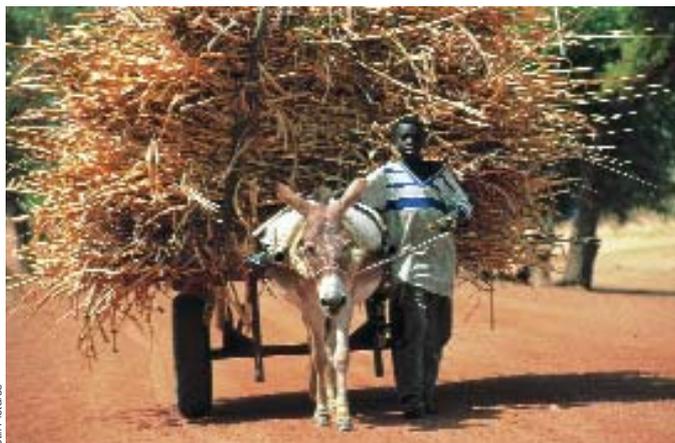
Bien sûr, nous n'avons pas reçu que des félicitations. Ainsi, certains nous reprochent de ne pas donner assez souvent la parole aux gens des pays dont nous parlons. La perfection n'étant pas de ce monde, nous apprécions tant les louanges que les critiques. Les premières nous encouragent à poursuivre sur la voie choisie, tandis que les secondes nous incitent à rendre *Un seul monde* encore plus attrayant, passionnant, critique et intéressant. Après Ndioro Ndiaye, Serena Sartori et Axelle Kabou, nous nous efforcerons donc d'ouvrir nos colonnes à beaucoup d'autres personnes du Sud.

Harry Sivec

Chef médias et communication DDC

(De l'allemand)

Périscope



Still Pictures

Traction quatre pattes

(bf) En Afrique de l'Ouest, on n'imagine plus la vie quotidienne sans ces charrettes tirées par des ânes: un simple châssis métallique, deux roues garnies de pneus et un plancher en bois ou en métal. Quasi indestructibles, elles se réparent vite et à peu de frais, si quelque chose s'abîme malgré tout. On les utilise aussi bien pour rentrer les récoltes que pour transporter des marchandises, des gens ou des matériaux divers. Même les enfants peuvent conduire ces carrioles qui supportent des charges dépassant 700 kg. De plus, les ânes s'y habituent facilement et ne tardent pas à reconnaître leurs itinéraires. Parfois, on y attelle des chevaux ou des bœufs. Elles sont fabriquées par la société sénégalaise SISMAR, une ancienne entreprise d'État aujourd'hui privatisée. Après avoir connu une longue période creuse, SISMAR vient d'annoncer à nouveau des ventes records: elle a déjà vendu plus de 150 000 charrettes.

Cueilleuses de noix de coco

(gn) Le vent tourne pour les femmes du Kerala. Dans cet État du sud de l'Inde, les cueilleuses de noix de coco ne sont maintenant plus les seules à se hisser à des hauteurs vertigineuses. On rencontre des femmes au volant des bus ou à la barre des bateaux de touristes, des métiers qui jusqu'à récemment étaient réservés

aux hommes. Entre-temps, beaucoup d'hommes ont émigré vers les pays du Golfe, pour tenter leur chance dans le secteur pétrolier. Et les femmes sont restées au Kerala. Elles gagnent bien plus qu'avant, grâce à ces activités traditionnellement masculines. Une autre raison explique leur irruption dans des «métiers d'hommes»: les femmes jouissent d'un haut niveau d'éducation – à l'échelle indienne –, mais le taux de chômage est élevé. Par exemple, Kamala Krishna, âgée de 28 ans, n'a encore trouvé aucun emploi malgré son diplôme d'études secondaires et elle gagne sa vie en cueillant des noix de coco.

Vous souvenez-vous...

(bf) ... que lors de conférences mondiales tenues au cours de la décennie passée, la communauté internationale, soucieuse du développement durable de la planète, s'est notamment donné les objectifs suivants?

Lutte contre l'extrême pauvreté: d'ici 2015, le nombre des habitants de pays en développement qui vivent dans une pauvreté extrême doit être réduit de plus de la moitié. (Copenhague)

Scolarisation globale: la scolarité de base doit être assurée partout dans le monde avant 2015. (Copenhague, Pékin)

Égalité des sexes: elle sera promue par la suppression des disparités entre filles et



Still Pictures

garçons dans l'éducation primaire et secondaire d'ici 2005.

(Le Caire, Copenhague, Pékin)

Mortalité infantile:

dans tous les pays en développement, la mortalité des enfants de moins de cinq ans sera réduite jusqu'en 2015 de deux tiers par rapport à la situation de 1990.

(Le Caire)

Mortalité maternelle:

les décès survenus à l'accouchement doivent diminuer de trois quarts entre 1990 et 2015.

(Le Caire, Pékin)

Lutte contre la faim:

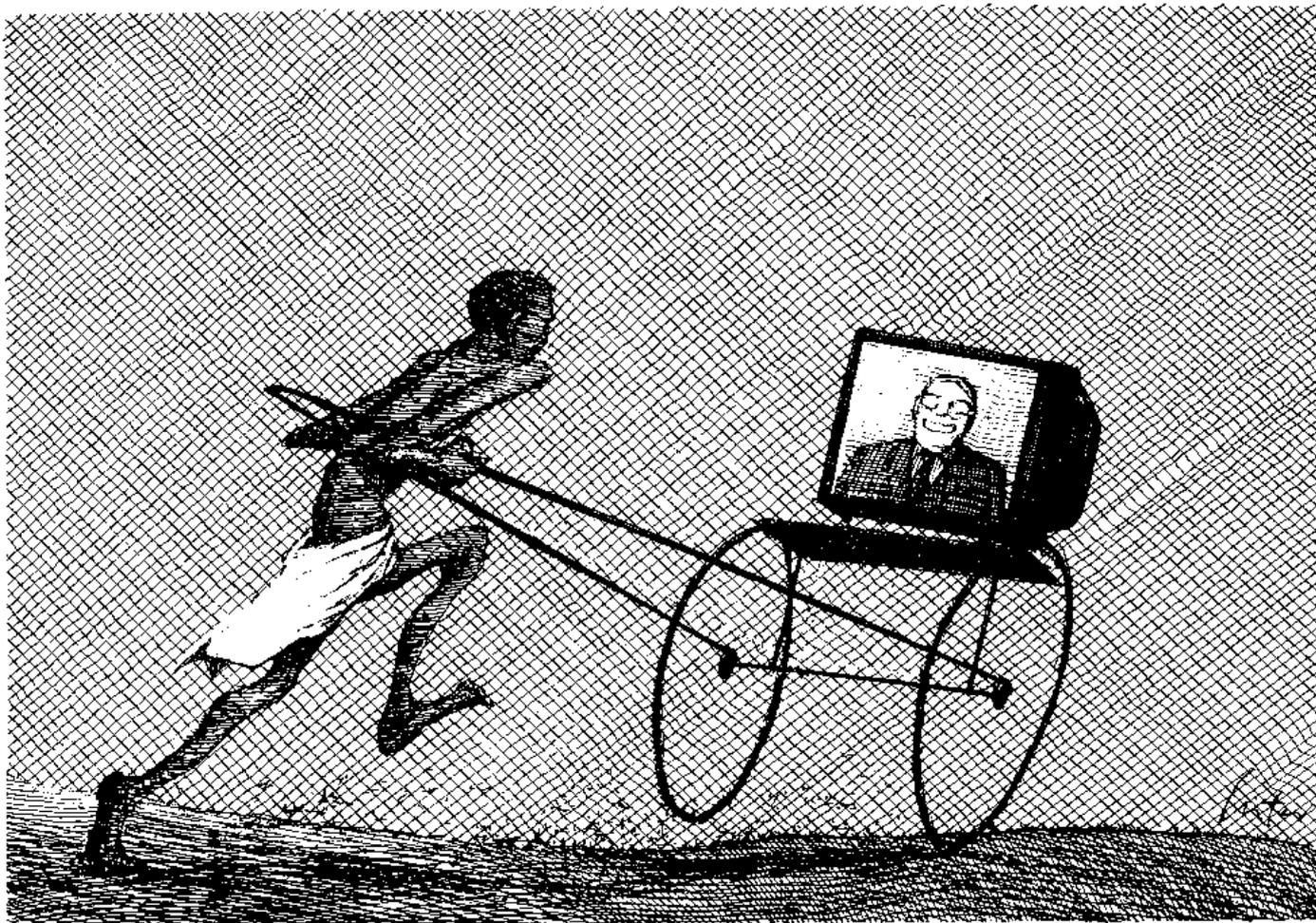
le nombre de personnes sous-alimentées doit être réduit de moitié d'ici 2015. (Rome)

Environnement:

tous les pays sont censés se donner avant 2005 une stratégie de développement durable, ce qui permettra de stopper d'ici 2015 la destruction des ressources écologiques nationales et mondiales. (Rio de Janeiro)

Haricots et riz: la famille s'agrandit

(gn) L'agriculture latino-américaine progresse à grands pas. La production de riz a doublé entre 1966 et 1995. Le rendement des haricots s'est amélioré de 25 pour cent en moyenne entre 1983 et 1995, voire même de 110 pour cent dans certaines régions. Selon le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT), en Colombie, ces énormes succès sont dus essen-



Rencontre

tiellement à l'amélioration des semences. Durant la période considérée, on a commercialisé au total 300 nouvelles variétés de riz, dont 40 ont été développées par le CIAT. Celui-ci signale par ailleurs que les programmes agricoles nationaux d'Amérique latine ont élaboré environ 180 nouvelles variétés de haricots, lesquelles représentent aujourd'hui presque la moitié des surfaces consacrées à cette culture. Ces progrès ont surtout profité aux petits paysans, qui ont pu non seulement améliorer leur propre approvisionnement, mais également vendre leurs excédents sur le marché.



Keystone

Électricité solaire en Ouganda

(bf) L'Ouganda produit son électricité principalement à partir d'énergie hydraulique, mais 5 pour cent seulement de la population sont raccordés au réseau, essentiellement dans les agglomérations urbaines. Planifié de longue date dans le cadre de son programme d'électrification des campagnes, un vaste projet d'énergie solaire va maintenant se réaliser grâce aux crédits de deux banques privées. Dans les prochaines années, quatre communes rurales et environ 2000 ménages seront approvisionnés en électricité solaire. Une usine produira les batteries nécessaires aux systèmes solaires.



Sifil Pictures

L'Afrique riche de sa

L'Afrique n'est pas seulement une terre de guerres, de crises et de catastrophes. Elle n'est pas non plus un continent pacifique où les familles cohabitent dans une harmonie insouciante, à l'ombre des manguiers. L'Afrique est si variée qu'elle n'existe pas en tant qu'unité. De Peter Baumgartner*.



DOSSIER

diversité

L'Afrique possède de multiples facettes, les certitudes y sont rares et les conclusions trop hâtives sont constamment remises en cause. Qu'ont donc en commun le Kenya et le Togo, le Lesotho et la Mauritanie, sinon qu'ils font partie d'un même continent, qu'ils sont des pièces, diversement décorées, de cette maison des déshérités? Le nom d'Organisation de l'unité africaine (OUA) correspond d'ailleurs plus à un programme qu'à une réa-

lité, car ce sont les contrastes et les contradictions qui prédominent.

Lorsqu'on parle de l'Afrique sur le plan géographique, on exclut automatiquement les pays côtiers du Nord comme s'il s'agissait de corps étrangers. Et ils le sont d'ailleurs, dans un certain sens. Cela ne donne pas pour autant une image homogène du reste du continent, que nous avons coutume d'appeler l'Afrique. Il suffit d'observer les différences de topographie entre l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud, pour saisir les disparités les plus flagrantes, qui sont d'ordre climatique, et pour imaginer la vie d'un agriculteur en Afrique. Les techniques perfectionnées que les Diolas emploient pour la culture du riz dans le sud du Sénégal, les carrés d'oignons de la taille d'un mouchoir de poche que cultivent les Dogons du Mali ou encore les petites parcelles parsemées de cailloux, sur lesquelles les paysans des hauts plateaux éthiopiens font pousser le *tef*: voilà quelques exemples de la faculté de ces agriculteurs à maîtriser l'environnement et le climat. Leur seul but est de se soustraire aux caprices du temps, une dépendance lourde de conséquences pour ce continent agricole. Mais ce n'est pas la seule dépendance. La majeure partie des produits agricoles et des richesses minières de l'Afrique est destinée à l'hémisphère nord, qui en fixe le prix et tire profit de leur transformation. Le moindre accès vers le Nord a plus d'importance pour un pays africain qu'un vaste couloir ouvert sur un pays voisin; le commerce interafricain représente à peine 8 pour cent de l'ensemble du commerce extérieur de l'Afrique.

Continent des petits espaces

Les États africains combattent en rangs dispersés. Pire, ils se concurrencent dans la course aux investissements, aux crédits et aux prêts en provenance des pays du Nord, qui eux défendent leurs propres intérêts. Lorsque les compagnies internationales ont commencé à s'intéresser aux champs pétrolifères angolais, le Nigeria a baissé ses taxes pour garder son attrait aux yeux des multinationales. Les instituts financiers internationaux ne prêtent plus au Kenya à cause de la corruption, mais l'Ouganda, qui n'a pas grand-chose à envier à son voisin dans ce domaine, est couvert de crédits. La différence? L'Ouganda a une petite place dans le programme idéologique et stratégique des États-Unis pour l'Afrique.

Outre l'arrivée au pouvoir de gouvernements plus démocratiques, l'ouverture politique du début des années 90 a eu pour effet de resserrer les liens entre pays africains. Si ce progrès reste timide et purement verbal sur le plan politique, il est plus concret dans le domaine économique. Au moins n'est-il aujourd'hui pas plus compliqué d'acheminer une caisse de Nairobi vers la ville tanzanienne d'Arusha, éloignée



Shill Pictures

Déserts à perte de vue, jungles impénétrables, sommets enneigés ou plages de rêve. Les paysages de l'Afrique sont aussi nombreux que ses traditions et ses ethnies.



Kadir Van Lothuzen / Vu

6

7



Keystone



Bernard Descamps / Vu

Dimensions de l'Afrique

Avec 8000 km de long, 7600 km de large et une superficie de 30,33 millions de km², soit environ 22 pour cent des terres émergées, l'Afrique est le deuxième continent de la planète. Elle compte quelque 675 millions d'habitants, soit environ 13 pour cent de la population mondiale. Elle est considérée comme le berceau de l'humanité, puisque c'est là qu'est apparu l'*homo sapiens* il y a plus de 200000 ans.

de 150 km, que vers le Japon. L'Ouest, l'Est et le Sud de l'Afrique se sont lancés dans une coopération économique prometteuse, sans parler de la fructueuse collaboration des pays du Sahel.

Regroupant quelque 1500 ethnies et presque autant de langues, l'Afrique est le continent des petits espaces: la famille, puis l'ethnie en sont les unités déterminantes, suivies de loin par l'État. L'ethnie est à la fois un réseau de relations, un tissu social, un groupe de pression et, le cas échéant, une communauté de lutte pour l'obtention d'avantages politiques ou économiques. C'est cela qui a fait dire à Franz Nuscheler, spécialiste du tiers monde, que la naissance des États post-coloniaux avait constitué une réussite remarquable, malgré quelques ratages et cassures.

Presque chaque État africain est un petit continent en soi. Ainsi, 120 ethnies cohabitent en Tanzanie; elles sont 430 au Nigeria et 26 au Bénin. Un Kikuyu du centre du Kenya et un Turkana du Nord, région semi-aride, sont aussi différents qu'un Suédois et un Sicilien. Tout habitant de l'Afrique de l'Est qui se rend à l'Ouest se retrouve soudain sur un autre continent quand il observe les gens et leur comportement. Rares sont par exemple les journaux kenyans qui parlent des Nigériens sans les traiter de fanfarons.

Terre de contrastes

Ces 1500 ethnies offrent une variété à peine imaginable de cultures, de religions, de traditions, de danses, de contes, de poèmes épiques et de sagesses populaires. Des mondes séparent les musiques d'Afrique du Sud et d'Éthiopie, les sons d'Afrique occidentale et les rythmes du Congo. Cette richesse se retrouve dans la tradition démocratique des Diolas, dans les sculptures sur bois des Yorubas ou encore dans la philosophie de survie des Bochimans, en Afrique australe.

Au-delà des clichés (nous ne parlerons pas de l'amalgame inquiétant opéré par CNN), le continent noir présente évidemment des points communs. Mais ceux-ci sont à l'opposé du triangle «guerres, crises, catastrophes». Ils ont pour nom tolérance, patience et joie de vivre.

À Nairobi, un fossé a séparé pendant deux ans et demi le parc Uhuru du centre-ville; des milliers de personnes devaient le franchir pour se rendre à leur travail. Si l'exercice était aisé par temps sec, il requérait une certaine agilité par temps de pluie. Toute personne vivant depuis un certain temps en Afrique a connu de tels fossés, tant au propre qu'au figuré. Les Africains supportent les querelles politiciennes, les arnaques impudentes des élites, l'arrogance de la bureaucratie, les téléphones en panne et autres aléas du quotidien avec le même flegme que l'arrivée des coopérants du Nord dont certains n'ont d'autre qua-

« Ce continent est trop grand pour qu'on puisse le décrire: c'est à la fois un océan, une planète et un cosmos extrêmement riche et varié. »

Ryszard Kapuscinski a été pendant plusieurs décennies correspondant en Afrique de l'agence de presse de l'État polonais. Il a rassemblé ses expériences africaines dans un ouvrage intitulé

« Afrikanisches Fieber - Erfahrungen aus vierzig Jahren » (Fièvre africaine - Quarante années d'expériences), Eichborn, Francfort, 1999.



Bernard Descamps / Vu

lification que la blancheur de leur peau. Trouve-t-on ailleurs une telle tolérance et une telle hospitalité? Sur ce continent, même de petits pays accueillent des centaines de milliers de réfugiés pendant des années ou des décennies. En Afrique, la chaleur humaine n'est jamais considérée comme une tare. La compassion et la brutalité sont tout aussi typiquement africaines que la solidarité et la cupidité.

La patience vient surtout de l'acceptation de l'immuable et elle n'est pas sans entraver l'ouverture aux changements. En revanche, la longanimité, la patience et la tolérance sont l'humus qui nourrit cette joie de vivre et cette persévérance dont les Africains sont imprégnés. C'est sans doute dans ces qualités que réside l'avenir d'un continent qui a été peuplé bien avant tous les autres, malgré les sécheresses, les famines et les guerres. ■

**Peter Baumgartner est le correspondant en Afrique du quotidien zurichois Tages-Anzeiger. Il est basé à Nairobi.*

(De l'allemand)



Keystone



Shutterstock



Bernard Descamps / Vu

Une croissance impalpable

Dès qu'il est question de l'Afrique, les économistes ressemblent à des infirmières au chevet d'un patient: «Alors, on va un peu mieux aujourd'hui?» Bien des indicateurs sont à la hausse, mais l'instabilité politique et le manque d'autofinancement mettent le continent en difficulté. De Markus Haefliger*.



La croissance en chiffres

Depuis le milieu des années 90, l'Afrique affiche une croissance économique de 4 pour cent. Parallèlement, le déficit budgétaire moyen a baissé, passant de 10 à 4 pour cent à peine du produit national brut. L'inflation a elle aussi reculé (de 40 à 10 pour cent), tandis que les investissements augmentaient: entre 1996 et 1998, les investissements étrangers directs ont doublé pour atteindre 8 milliards de dollars.

Les indicateurs économiques de l'Afrique (voir en marge) sont encourageants, mais trompeurs, car ils ne reflètent pas les disparités régionales. Au Mozambique par exemple, pays modèle avec son taux de croissance de 6 pour cent, toute l'activité économique se concentre à Maputo, la capitale. En province, quelques gares et hôtels – vestiges de l'ère coloniale portugaise – sont les seuls signes perceptibles d'une politique de développement qui ne manque pourtant pas de motivation.

Quelque 300 millions d'Africains, soit la moitié de la population, vivent au-dessous du seuil de pauvreté, fixé à un dollar par jour. On comptait sur le *trickle down effect*, principe selon lequel une croissance durable profite également aux plus mal lotis. Mais il se fait d'autant plus attendre que les inégalités sont grandes au sein d'une société. En d'autres termes, plus le fossé entre pauvres et riches est profond, plus la croissance doit être soutenue pour que le nombre de pauvres diminue. Or, en matière d'inégalités, les pays africains arrivent en deuxième position, derrière l'Amérique latine. Les conditions qu'ils devraient remplir dépassent les prévisions les plus optimistes. Ainsi, l'Afrique du Sud devrait connaître une croissance de 8 pour cent, plusieurs années durant, pour voir le nombre de ses pauvres diminuer.

Mais ces débats sur les chiffres passent probablement à côté du véritable problème: l'Afrique subsaha-

rienne reste à l'écart de l'économie mondiale. Avec 320 milliards de dollars, son produit national brut (PNB) est inférieur à celui des Pays-Bas (360 milliards). Cette marginalisation est liée au fait que même des secteurs économiques d'envergure, tels que l'agriculture de subsistance et le secteur urbain informel, ne s'intègrent pas dans les marchés dynamiques modernes.

L'imprévisible au quotidien

Parmi la douzaine de commerçantes d'un marché africain, pourquoi la plus bruyante n'évince-t-elle pas ses concurrentes? Peut-être parce qu'elle pense à cet entrepreneur dont l'entrepôt a été pillé par des soldats. Dans un monde dominé par l'imprévisible – maladies, exigences de la famille élargie ou changements politiques – la modestie n'est pas une vertu, mais un comportement avisé: on ne peut rien prendre à celui qui n'a rien.

Fondée sur un ensemble de droits et de devoirs sociaux, l'économie traditionnelle est en contradiction avec le développement capitaliste, dont presque plus personne ne conteste pourtant l'utilité en Afrique. Prenons l'exemple de la propriété foncière: au moment où les villes et les marchés se développaient dans l'Europe des 17^e et 18^e siècles, les propriétaires fonciers encaissaient les droits des métayers, puis les chassaient de leurs terres. En Afrique, le paysan reste un usufruitier, il n'est pas propriétaire de ses terres, il ne peut ni les vendre ni les hypothéquer. Or, la concentration et la capitalisation des biens fonciers sont les premières conditions d'un développement capitaliste.

Le peuple à pied, les chefs en voiture

Cette stabilité sociale (à ne pas confondre avec stabilité politique) se traduit par l'absence d'une classe moyenne. Comme le rapportent tant d'anecdotes, il existe en Afrique des pauvres et des riches, mais quasiment rien entre les deux. Autrement dit, le peuple va à pied, les chefs en voiture et les vélos sont rares. Dans le domaine de la production, il manque un artisanat compétent entre l'industrie et le secteur informel, qu'on pourrait appeler l'économie du système D. On trouve d'une part des cordonniers qui bricolent de grossières sandales à partir de vieux



Still Pictures

pneus et d'autre part des usines Bata. Mais on cherche en vain un cordonnier capable de travailler le cuir et d'utiliser des formes.

Indices d'une renaissance

Une telle situation s'explique notamment par le faible taux d'autofinancement. Si celui-ci s'élève à 40 pour cent en Malaisie, à 25 pour cent au Chili et au Mexique, il ne dépasse guère 15 pour cent dans les pays africains. «Un changement de cap dans le domaine économique n'a aucune chance d'aboutir tant que nous n'aurons pas substitué nos propres moyens aux investissements étrangers et à l'aide au développement», déclare Kwesi Botchwey, ancien expert du FMI et ministre des finances du Ghana, aujourd'hui responsable du Harvard Institute for International Development.

Il est trop tôt pour dire si la tendance récente, qui parle de «renaissance africaine» et d'un continent prenant ses affaires en main, annonce une réorientation salvatrice. Deux indices seulement témoignent de cette «renaissance». Le premier est négatif: de plus en plus d'États africains s'ingèrent dans les affaires de leurs voisins. Depuis la décolonisation, le continent n'a jamais connu autant de guerres. Pour la première fois, celles-ci sont dictées par les seuls intérêts africains, dont certains relèvent d'une logique de pillage. L'autre indice est positif: depuis l'ouverture politique, les entreprises sud-africaines franchissent l'équateur pour investir au Kenya et en



Denise Darzaga / Vu

Ouganda. Les investissements directs de l'Afrique du Sud dans la région subsaharienne ont décuplé entre 1996 et 1998, pour atteindre 1,7 milliard de dollars. ■

**Markus Haefliger a été le correspondant de la radio allemande DRS en Afrique, de 1988 à 1994. Il était basé à Harare. Aujourd'hui, il est journaliste indépendant à Berne.*

(De l'allemand)

10
11

« Nous ne travaillons pas tout seuls... »

Les Suisses se font parfois une triste idée de l'Afrique. Il n'est pas rare qu'on mette en doute l'efficacité de la coopération au développement avec le continent noir. Projets de développement et aide humanitaire seraient-ils un tonneau des Danaïdes? Le conseiller fédéral Joseph Deiss est persuadé du contraire et explique les raisons de son optimisme. Entretien avec Maria Roselli.



Gilles Favier / Vu



Re Krebs

Un seul monde: Pourquoi avoir choisi l'Afrique pour votre premier grand déplacement en tant que ministre des affaires étrangères?

Joseph Deiss: J'ai entrepris ce voyage en Tanzanie, au Mozambique et en Afrique du Sud avec un double objectif. D'une part, j'entendais montrer l'importance que j'accorde à la coopération au développement et à l'engagement suisse dans ces trois pays de concentration. D'autre part, ce voyage africain avait un but politique: je voulais me rendre compte des efforts entrepris en

Afrique australe dans le domaine de la résolution de conflits.

Êtes-vous actuellement satisfait de la «politique africaine» de la Suisse?

La Suisse est très active sur ce continent, puisqu'elle y compte sept pays de concentration et trois programmes spéciaux. On a budgété cette année quelque 200 millions de francs pour la coopération et l'aide humanitaire dans ces sept pays; c'est nécessaire, parce que l'Afrique a encore de gros problèmes

à surmonter. Il est devenu toujours plus évident, ces dernières années, que l'on doit donner davantage de poids qu'autrefois à l'aspect politique du travail de développement. C'est pourquoi il est judicieux que la Suisse s'engage plus résolument dans une politique de paix active et dans la recherche de solutions aux conflits. Notre réflexion stratégique devrait se nourrir davantage de ce que nous savons sur les conflits latents de l'Afrique australe. Ce qui s'est passé au Rwanda ne doit pas se répéter.

La Suisse peut-elle agir utilement dans le contexte international de la coopération au développement? Son engagement ne serait-il pas plus efficace si elle adhéra à l'Union européenne et/ou à l'Organisation des Nations Unies?

Je suis absolument convaincu qu'un petit pays comme la Suisse peut très bien mener sa propre politique de développement. D'ailleurs, nous ne travaillons pas tout seuls, puisque nous sommes actifs dans de nombreuses sous-organisations de l'ONU. L'adhésion à part entière aux Nations Unies revêt cependant une importance primordiale, car elle nous permettrait de participer de plein droit à la définition des grandes options.

Progrès et reculs vont souvent de pair en Afrique. Bien des gens trouvent que la coopération internationale sur ce continent est un tonneau des Danaïdes...

Beaucoup d'efforts - et d'échecs aussi, par la force des choses - seront encore inévitables, j'en suis convaincu. On observe pourtant une progression en dépit de toutes les difficultés. Mais un développement authentiquement durable ne sera possible que si l'on résout aussi les problèmes politiques. L'économie d'un pays ne peut s'épanouir que dans un contexte véritablement stabilisé et en présence d'une société civile qui fonctionne. Il est certain que le travail de développement sera bien plus efficace si l'on parvient à créer davantage de stabilité, notamment au sein de l'Organisation de l'unité africaine.

En d'autres termes, on n'aide que les pays dont les efforts de démocratisation représentent une garantie d'efficacité et de durabilité pour les projets de développement?

Les obligations liées à la coopération ne sont pas destinées à en assurer l'efficacité. En fait, cette politique vise plutôt à éviter de soutenir des régimes qui violent les droits de l'homme, par exemple.

Mais les gens qui en auraient le plus besoin risquent alors d'être exclus de l'aide à cause

de la politique suivie par leur gouvernement?

C'est naturellement dramatique pour la population concernée, surtout lorsqu'il s'agit des plus démunis. Mais il ne saurait être question d'appuyer des régimes qui, à nos yeux, travaillent contre leur peuple. Toutefois, notre politique de «bonne gestion des affaires publiques» s'applique exclusivement à la coopération au développement. Dans le domaine de l'aide humanitaire, soit lors de catastrophes, nous intervenons sans poser de conditions.

Vous voyez l'avenir de l'Afrique d'un œil optimiste ou pessimiste?

J'ai bon espoir, même s'il reste beaucoup de choses à faire là-bas. Cette confiance se fonde sur des pays qui ont très progressivement pris leur essor et qui occupent maintenant une position de leader. Je pense par exemple à l'Afrique du Sud, dont nombre de pays africains attendent qu'elle soit le moteur du continent. Une fonction que l'Afrique du Sud est parfaitement apte à assumer. Mais il y a encore d'autres exemples positifs, le Mozambique notamment.

Que signifie l'Afrique pour vous, personnellement?

C'est un continent qui me fascine. J'avais déjà eu le plaisir de le parcourir auparavant. J'y ai toujours rencontré des gens dont j'apprécie énormément la façon d'être et l'humour. ■

(De l'allemand)



Network / Lookat

12
13



Keystone

Des clans, des arbres sacrés et des guérisseurs

Partagée entre l'exorcisme et Internet, entre la bourse et la tradition, l'Afrique cherche sa propre voie. Pour la trouver, elle devra surmonter des contradictions qui paraissent insolubles. Ou bien ne serait-ce qu'une apparence? De Gabriela Neuhaus.

La vie d'une Africaine

Selon les statistiques, une femme africaine travaille en moyenne 17 heures par jour:

«Sur les marchés de Bamako, dans la poussière rouge du Faso, sur les trottoirs de Lagos ou les plages de Dakar, les Africaines travaillent. Elles vendent: trois noix de cola, cinq cigarettes, dix morceaux de sucre. Elles troquent: quinze mangues contre un pagne, du poisson séché contre deux savons. Elles binent, sarclent, sèment: un champ grand comme deux mouchoirs de poche, un lopin de terre ingrate dédaigné de tous.»

Elisabeth Lequeret, journaliste à Radio France Internationale

Lesotho, début des années 60: Steven Ralitssolele rentre chez lui, après sa formation en Europe. Ce jeune agronome pense avoir acquis le savoir-faire nécessaire pour aider son pays à sortir de la misère. Pour lui, le développement de l'agriculture passe par l'emploi de tracteurs, l'épandage d'engrais et la culture d'immenses champs de maïs, comme il l'a appris au Nord. Il compte bien réaliser sa vision, grâce au poste qu'il a décroché au ministère.

Presque quarante ans plus tard, M. Ralitssolele est ministre de l'agriculture. Il voit les choses autrement: «Il était faux de vouloir appliquer à l'agriculture d'ici les mêmes recettes qu'en Europe.» Depuis que le rendement des monocultures a diminué, on se souvient au Lesotho des paroles d'un vieux sage: James Jaco Machobane défend depuis les années 50 le développement et l'optimisation des modes de culture traditionnels. Ses idées ont longtemps été perçues comme rétrogrades; on lui reprochait même de vouloir freiner le développement. Aujourd'hui, c'est à lui que le ministère de l'agriculture demande conseil, car la voie qu'il a choisie est pleine d'enseignements pour l'État, déclare Steven Ralitssolele.

Samba Seck appartient à la génération suivante et vient d'achever lui aussi des études dans une université européenne. Dans son pays, la Guinée-Bissau, il a toujours basé son travail sur les forces traditionnelles. En tant que coordinateur d'une organisation de développement, il travaille dans des villages où les arbres sont sacrés et la nature peuplée d'esprits. Il se considère comme une interface entre l'État moderne et les préoccupations des villageois. C'est le cas par exemple lorsqu'une querelle éclate au sujet des arbres sacrés dans lesquels les bûcherons de la région ne voient que profit. Samba Seck explique aux villageois quels sont leurs droits de propriété et comment les faire respecter: «Les préoccupations traditionnelles et religieuses de ces gens consistent à protéger la forêt. Elles rejoignent les nôtres, puisqu'elles contribuent à un développement écologique et durable.» Samba Seck peut ainsi allier les anciennes valeurs de l'animisme et sa vision de l'avenir.

Entre tradition et modernité

Les traditions locales et la modernité mondialisée s'opposent de mille manières et dans différents domaines. Leur signification fait l'objet de vives controverses. Alors qu'il existe encore des gens qui mettent la pauvreté sur le compte de la «paresse légendaire des Africains», d'autres pensent que le salut du continent réside dans un retour aux bonnes vieilles traditions et célèbrent le «bon sauvage». Le fait est que l'Afrique n'est plus, depuis longtemps, un continent vierge. Il a vu disparaître nombre de structures traditionnelles – qui n'avaient sans doute pas que du bon. La mondialisation ne s'est pas arrêtée aux portes de l'Afrique et bien des changements ont débuté il y a belle lurette. Reste à déterminer ce qui vaut la



Denis Darzacq / Vu



Denis Darzacq / Vu



Still Pictures

14
15

peine d'être préservé. Les traditions favorisent-elles ou freinent-elles le développement?

L'expérience montre que la réponse n'est jamais simple. Au Mozambique, comme dans toute société africaine, la médecine traditionnelle occupe une place importante, parce que le réseau de santé publique est insuffisant et que les gens ne font pas toujours confiance aux dispensaires. Si tous les habitants ont accès à des soins, ce n'est que grâce aux guérisseurs traditionnels, les *curandeiros*. Leurs moyens et leurs méthodes sont souvent tout aussi efficaces que ceux de la médecine occidentale.

Collaborer avec les *curandeiros*

Hélas, les guérisseurs pratiquent parfois des rituels qui impliquent un contact avec le sang du patient (le tatouage par exemple), ce qui contribue à la transmission du sida. Pour Thomas Greminger, coordinateur de la DDC à Maputo, l'idéal serait de mettre en place une collaboration entre les guérisseurs et l'État: «Nous essayons de créer une symbiose, mais jusqu'ici, le système de santé publique n'a pas trouvé un *modus vivendi* avec les *curandeiros*.» Tous les espoirs restent permis puisque des succès ont été obtenus au niveau local. Ainsi, une pharmacie d'État soutenue par la DDC collabore avec des *curandeiros*. Le même constat s'applique à d'autres domaines. Les structures claniques constituent par exemple un important réseau social, qui n'est toutefois pas assez

puissant pour résoudre le problème de l'exode rural. Les projets de décentralisation et de démocratisation pourraient s'appuyer sur d'anciennes traditions de discussion et de participation. Celles-ci sont hélas souvent dominées par des hiérarchies villageoises. Entre les aspects positifs et négatifs de ces valeurs, Thomas Greminger préconise une voie pragmatique pour atteindre les objectifs de la coopération au développement: «Il n'y pas de solution unique, car l'influence de la tradition varie d'une région et d'un village à l'autre. Pour chaque projet, il faut redéfinir l'équilibre entre les anciennes et les nouvelles valeurs.» ■

(De l'allemand)



Still Pictures

Le Tchad entre guerres et pétrole



Heidi Hosterter

Ensanglanté depuis plus de trente ans par les conflits et l'insécurité, le Tchad est toujours à la recherche d'une stabilité politique nécessaire à son développement économique. Il mène aujourd'hui une nouvelle bataille, celle du pétrole. Ses gisements suscitent les convoitises des grandes compagnies anglo-américaines et les réserves des écologistes. De Marie Joannidis*.

Le président Idriss Deby est arrivé en 1990 au pouvoir par la force, comme d'ailleurs son prédécesseur Hissein Habré, dont il avait été le chef d'état-major. Depuis les élections présidentielles de 1996, qu'il a remportées, M. Deby tente de se donner une image de démocrate dans le but de rassurer les bailleurs de fonds multilatéraux comme le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale. Mais pour de nombreux observateurs diplomatiques, il n'a pas encore réussi son ouverture politique. Ainsi, le Sud se sent toujours marginalisé par le pouvoir central, aux mains des nordistes. Cette partie du pays abri-

te non seulement les principaux gisements de pétrole, mais aussi la majorité de la population et des richesses agricoles. Ses habitants sont chrétiens ou animistes, tandis que ceux du Nord sont majoritairement musulmans.

Les deux premiers présidents du Tchad, François Tombalbaye et Félix Malloum, étaient originaires du Sud. À partir de 1979, la présidence a toujours été occupée par des hommes du Nord, notamment par Hissein Habré et Goukouni Oueddeï, les frères ennemis qui ont lutté les armes à la main pour le pouvoir. Ils ont été à tour de rôle soutenus par la

Heidi Hosterter

Libye qui a longtemps revendiqué et occupé la bande d'Aouzou, zone tampon entre les deux pays.

Lourd passé

N'Djamena a aujourd'hui toutes les apparences d'une capitale africaine en expansion, où se mêlent quartiers européens et africains. On essaie peu à peu d'effacer les traces des violents combats des années 80. On ne voit plus circuler des partisans de tel ou tel chef de guerre, à bord de leur *pick-up* Toyota, avec leurs Kalachnikov et leurs lunettes de soleil Ray-Ban.

Malgré tout, le Tchad se débat encore avec les conséquences de ces guerres civiles qui se sont traduites par des règlements de comptes sanglants et des exactions de toutes sortes. Réfugié à Dakar depuis sa chute en 1990, l'ex-président Habré a été inculqué au début de cette année de complicité d'actes de tortures par un juge sénégalais, à la suite d'accusations portées par des organisations de défense de droits de l'homme. Hissein Habré porte «une responsabilité personnelle et directe» dans les

événements survenus au Tchad entre 1982 et 1990, affirment les plaignants. Selon leur enquête, plus de 40000 personnes auraient été sommairement exécutées ou seraient mortes en détention, et 200000 autres été soumises à la torture.

Cette violence, qui n'a pas été le seul apanage de Hissein Habré, s'est déroulée sur fond de pauvreté. Les indices de développement humain et social du Tchad sont en effet parmi les plus bas d'Afrique subsaharienne: plus de 45 Tchadiens sur 100 vivaient encore dans une pauvreté absolue à la fin des années 1990. Le produit intérieur brut (PIB) par habitant s'est certes quelque peu amélioré pour atteindre 230 dollars en 1998. Mais ce chiffre est encore largement au-dessous des 500 dollars qui correspondent à la moyenne des pays subsahariens, selon les calculs de la Banque mondiale.

Le développement économique a été retardé par l'éloignement des marchés de ce pays enclavé, les fréquentes sécheresses, le manque d'infrastructures et l'instabilité politique. Près de 85 pour cent de la population dépend de l'agriculture, notamment de



Hedi Hoestler





Edouard Saily

L'objet de tous les jours

Le couteau de jet

Au sud comme au nord du Tchad, éleveurs ou pasteurs nomades ont quelque chose en commun: le couteau de jet. Il porte des noms différents selon les régions et la langue pratiquée. Il sert aussi bien à la chasse qu'à la protection des troupeaux: on le lance comme un boomerang, avec le manche en avant, pour faire revenir les bêtes égarées. C'est également une arme redoutable contre les voleurs de bétail.

Cet ustensile caractéristique est pourvu d'une lame métallique, généralement en fer, longue de 70 à 80 cm. Elle est courbée en quart d'arc de cercle et forme pratiquement un angle droit avec le manche, qui est droit et également en fer. À l'origine, le couteau de jet vient du sud du Tchad. Mais son utilisation s'est peu à peu répandue partout. Il existe même une variante en bois chez les populations d'origine arabe.

l'élevage. Les zones arides du Nord contrastent avec les terres fertiles du Sud, couvertes de forêts. Le coton, cultivé dans le Sud, est le principal produit d'exportation. Mais le Tchad est plus vulnérable que la plupart des pays africains à l'égard des fluctuations des cours des matières premières. Et il a peu profité de la dévaluation du franc CFA en 1994.

Du pétrole dans le Sud

Malgré sa pauvreté actuelle, le Tchad regorge de ressources naturelles: uranium, or, bauxite et surtout pétrole. Un consortium de compagnies anglo-américaines a découvert des gisements pétroliers au début des années 70 dans le bassin du lac Tchad et dans la région de Doba, au sud. L'exploration a été suspendue durant dix ans en raison de la guerre civile, puis un nouveau champ pétrolifère a été découvert dans le bassin de Doba. Les réserves sont désormais estimées à près d'un milliard de barils. Le Tchad pourrait produire du pétrole pendant 25 à 30 ans, avec des pointes allant jusqu'à 225 000 barils par jour.

Fin 1996, un consortium composé des compagnies Elf, Exxon Mobil et Shell, a signé un accord avec le gouvernement tchadien. Ce texte prévoyait le développement des champs de Doba et la construction d'un oléoduc de 1050 km à travers le Cameroun. Coût total estimé: entre 3 et 3,5 milliards de dollars.

La Banque mondiale se préparait à financer la participation du Tchad et du Cameroun dans les sociétés qui devront construire et faire fonctionner cet oléoduc. Mais en 1998, une coalition internationale d'organisations non gouvernementales a demandé l'annulation du projet, invoquant des problèmes liés à l'environnement et au respect des droits de l'homme. L'affaire n'est toujours pas réglée. Entre-temps, Elf et Shell ont indiqué qu'elles souhaitaient se retirer du projet. Cela a retardé la décision finale de la Banque mondiale et provoqué l'ire de N'Djamena. Les deux compagnies se sont engagées à trouver des remplaçants.

Frontières délimitées

Après des incidents frontaliers dans le passé, le Cameroun, le Nigeria, le Niger et le Tchad se sont mis d'accord sur la délimitation des frontières dans la région du lac Tchad. Cet accord n'a pas encore été formellement ratifié.

Dans le Nord, le problème frontalier qui a longtemps opposé le Tchad à son voisin libyen a été officiellement réglé en 1994 par un arrêt de la Cour internationale de justice de La Haye, qui a attribué au Tchad la bande d'Aouzou.

Par la suite, les relations avec Tripoli se sont amé-



Heidi Hostettler

liorées. Ainsi, N'Djamena a accueilli cette année le deuxième sommet de la Communauté des États sahélo-sahariens, une organisation créée par Mouammar Kadhafi et financée à 75 pour cent par la Libye.

Si le président Deby entretient désormais les meilleures relations avec la Libye, il n'a pas pour autant réussi à ramener complètement la paix. Une nouvelle rébellion a éclaté en 1998 au nord du pays, dans le Tibesti, point de départ de tous les conflits depuis les années 60. Pour une fois, le colonel Kadhafi ne semble pas soutenir l'insurrection. En revanche, il a trouvé un autre moyen d'occuper les militaires tchadiens démobilisés: il a financé l'envoi d'un corps expéditionnaire tchadien en République démocratique du Congo (RDC) pour soutenir les forces de Laurent-Désiré Kabila en butte à une rébellion soutenue par l'Ouganda et le Rwanda. Mais les Tchadiens se sont vite retirés après avoir subi de lourdes pertes. ■

**Marie Joannidis collabore à MFI, l'agence multimédia de Radio France Internationale. Elle a travaillé durant 25 ans pour l'Agence France Presse (AFP), notamment comme envoyée spéciale dans plusieurs régions du monde, en particulier en Afrique.*

La Suisse et le Tchad

Priorité à la population rurale

(bf) La coopération suisse est présente depuis près de trente ans au Tchad, l'un des pays les plus pauvres du monde. Dans un premier temps, les projets visaient surtout à soutenir l'éducation (« écoles pilotes ») et le secteur public (santé et développement rural) dans le sud du pays. À partir de 1993, le programme s'est élargi. Cette ouverture a concerné aussi bien les partenariats que les projets et les régions.

Les partenaires de la DDC se recrutent aujourd'hui davantage dans la société civile (organisations non gouvernementales, individus, organisations de base, communes).

Du point de vue géographique, le programme vise trois grandes régions, qui sont complémentaires sur le plan économique et socio-économique: la zone soudanaise au sud (agriculture et arboriculture), la région du Batha et du Kanem au centre-nord (élevage) et la région du Ouaddaï et de Biltine au nord-est (élevage et horticulture). La concentration sur les zones rurales n'a rien de surprenant puisque 85 pour cent de la population tchadienne vit à la campagne.

Dans ces trois régions, les projets se concentrent sur trois domaines interdépendants:

- **L'économie à la campagne:** il s'agit en priorité d'améliorer la gestion des troupeaux.

- **La formation de base:** l'accent est mis sur la formation des adultes (femmes et hommes) et sur des programmes scolaires adaptés aux besoins de chaque commune.

- **Les soins de santé de base:** l'objectif est d'améliorer les soins en élargissant les prestations de base des dispensaires publics et en assurant la participation directe des communes aux décisions, à l'administration et au financement de ces centres.

Faits et chiffres

Capitale

N'Djamena
(830 000 habitants)

Superficie

1 284 000 km²

Voisins

Libye (nord), Soudan (est), République centrafricaine (RCA) et Cameroun (sud), Nigeria et Niger (ouest)

Climat

Sahélien au nord, tropical au sud

Population

Nombre d'habitants: 7,4 millions
Population urbaine: 23% du total
Densité: 6 hab./km²
Croissance démographique: 3,1%
Mortalité infantile: 10%
Espérance de vie: 49 ans
Adultes analphabètes: 52%

Langues

Langues officielles: français, arabe
Langues locales: sara, sango et plus de 100 autres langues ou dialectes

Religions

Islam: 50% (nord, centre)
Chrétiens: 25% (centre, sud)
Animistes: 25% (centre, sud)

PNB par habitant

230 dollars (1998)

Secteurs d'activité

Agriculture: 39%
Industrie: 15%
Services: 46%



Repères historiques

Le territoire du Tchad actuel a été peuplé dès le 4^e siècle avant notre ère. De petits empires se sont succédés, notamment autour du lac Tchad. Le centre et le Nord ont été graduellement islamisés du 11^e au 19^e siècle. Le premier traité de protectorat a été conclu entre la France et le sultan de Baguirmi en 1897. Trois ans plus tard, le Tchad a été rattaché au « Congo français », devenu en 1910 l'Afrique équatoriale française.

- 1935 Traité franco-italien cédant la bande d'Aouzou à l'Italie, qui occupait alors la Libye.
- 1960 Indépendance du Tchad. François Tombalbaye, un Sara du Sud, devient président.
- 1966 Création du Front de libération nationale (Frolinat) qui tente de « libérer » le Nord. Sous des chefs différents, dont Goukouni Oueddeï et Hisssein Habré, il se battra ensuite pour le pouvoir à N'Djamena.
- 1973 La Libye occupe la bande d'Aouzou, que Tombalbaye lui aurait vendue.
- 1975 Tombalbaye est tué par des militaires putschistes. Un autre Sara, le général Félix Malloum, lui succède. Il sera contraint de démissionner en 1980 sous la pression des forces de Habré et de Goukouni.

- 1981 Avec l'aide des Libyens, Goukouni arrive à N'Djamena à la tête du Gouvernement d'union nationale de transition (GUNT).
- 1982 Hisssein Habré s'empare de la capitale le 7 juin et devient président le 21 octobre. Les combats reprennent dans le Nord. L'année suivante, la France déclenche l'opération militaire Manta, qui sera suivie par l'opération Épervier.
- 1989 Idriss Deby, fidèle lieutenant de Habré, est accusé de complot et prend la fuite. Il contre-attaque à partir du Soudan, puis renverse Habré, qui se réfugie à Dakar en décembre 1990.
- 1996 Des élections présidentielles confirment Idriss Deby à la tête de l'État.

La polygamie résiste au temps



Mahamat Azarack

Mahamat est né en 1971 à N'Djamena, où il a passé sa jeunesse. Titulaire d'une licence en gestion, il est inscrit en 4^e année de sciences économiques, à l'Université de N'Djamena.

Les hommes ont toujours présenté la polygamie comme naturelle, inhérente à leur nature. S'il faut avancer des arguments naturalistes, pourquoi ne pas défendre plutôt la polyandrie, car les capacités sexuelles de l'homme sont limitées tandis que celles de la femme sont infinies. D'autres tentent d'expliquer cette tradition en se référant à l'économie: dans les sociétés rurales, plus de femmes et d'enfants, c'est aussi plus de bras pour travailler la terre.

Loin d'être naturelle ou purement économique, la polygamie est un phénomène culturel, dont il faut également évoquer les aspects religieux. Avant l'expansion des religions monothéistes, elle était monnaie courante dans les sociétés animistes. Des hommes multipliaient les épouses pour être aidés dans les travaux champêtres, pour agrandir la famille ou le clan, établir des alliances, assurer la succession dynastique ou pour d'autres motifs encore. Avoir plusieurs femmes, c'était un important capital qui donnait accès à des richesses. Cela augmentait le poids social et politique de la famille ou du clan, dont le chef jouissait d'une plus grande considération. Ces situations existent encore dans les sociétés animistes, au Tchad et ailleurs.

Devoir d'équité

La polygamie est un phénomène préislamique largement répandu dans les sociétés arabes et africaines. L'islam s'est efforcé de le réglementer et de le circonscrire: premièrement, il a limité à quatre le nombre d'épouses légitimes; deuxièmement, il a instauré des conditions sociales et matérielles sévères que le polygame doit respecter. Ainsi, tout musulman qui a plusieurs femmes doit obligatoirement offrir à chacune d'elles les mêmes conditions de vie, la même attention et la même affection. Le Coran souligne ce devoir d'équité et ajoute: «Si vous craignez de ne pas être équitable, prenez une seule femme.»

De tout temps, des femmes se sont battues contre la polygamie avec tous les moyens dont elles disposent, allant parfois jusqu'au meurtre de leur rivale. Aujourd'hui, elles militent au sein d'associations féminines et leur action a conduit certains pays à prendre des mesures pour interdire ou limiter ce phénomène. En effet, la polygamie continue de se pratiquer légalement, sous des formes diverses, dans la plupart des pays du Maghreb, du Moyen-Orient et d'Afrique.

Polygames des villes

C'est notamment le cas au Tchad. En ville, on rencontre surtout des polygames dans les milieux aisés. Les hommes riches peuvent s'offrir le luxe de subvenir aux besoins de plusieurs femmes qui ne travaillent pas. À la campagne, en revanche, les pauvres

aussi sont fréquemment polygames, car les femmes contribuent par leur travail au revenu familial. En plus, la polygamie permet aux femmes de se partager les multiples travaux agricoles et ménagers. Souvent, le premier mariage est arrangé par la famille alors que le garçon est encore jeune. Quand il prend de l'âge, l'homme souhaite se marier de nouveau, cette fois selon son choix.

Dans certains pays du Maghreb tournés vers l'Occident, la polygamie est ressentie par les jeunes générations comme un anachronisme. Les sociétés évoluent, le divorce est légalisé, les femmes commencent à acquérir leur indépendance économique et les mœurs se font plus libres.

Un médecin a mené une enquête au Niger parmi une centaine de jeunes garçons et filles. Une minorité d'entre eux se sont dits opposés à la polygamie, avançant les raisons suivantes: les rivalités entre les femmes rendent la maison invivable; la situation matérielle devenue difficile ne permet pas d'entretenir plusieurs femmes; dans les ménages polygames, il est difficile d'élever correctement les enfants, ce qui augmente les dangers de la délinquance.

Un mari en bois

Certaines femmes y voient un gage contre les dangers et les agressions de la vie quotidienne. Elles estiment que seul un mari, même polygame, peut assurer à la femme la protection dont elle a besoin. Cet adage en témoigne: «Je préfère un mari en bois que pas de mari du tout.» D'autres partisans affirment pour leur part que la polygamie assure une vie sexuelle mieux canalisée, plus rangée et plus légitime sur le plan religieux. Un argument qui reprend de l'actualité à l'ère du sida.

En Afrique, la polygamie recouvre souvent une exploitation des femmes. Peu instruites, absentes des grandes décisions du pays, elle ne sont pas en mesure d'envisager leur vie autrement. C'est seulement en optant pour une politique de promotion sociale et économique des femmes, que ces dernières pourront jouer leur rôle dans la vie familiale et publique. Cette promotion passe par la scolarisation des filles et la formation. ■



Fredy Hoeller



Iris Krebs

Sommet social de Genève

Aller plus loin que Copenhague

Genève sera l'hôte, à la fin juin, d'une Session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies, consacrée à l'examen de la situation sociale dans le monde cinq ans après le Sommet social de Copenhague. C'est à l'initiative de la Suisse que cette réunion a lieu à Genève. Nous en attendons de nouvelles impulsions pour l'élimination de la pauvreté extrême et la diminution du chômage.

La situation est connue, et elle n'est pas acceptable: alors que de nombreux progrès ont été réalisés depuis trente ou quarante ans, et cela pour une majorité des habitants de la planète, les écarts entre riches et pauvres ne cessent de se creuser; un quart environ de la population mondiale ne peut toujours pas couvrir ses besoins essentiels en nourriture, en eau potable, en soins de santé, en éducation, et ne peut donc accéder au minimum compatible avec la dignité humaine.

Le Sommet social de 1995 a exprimé la volonté de donner un correctif à un développement privilégiant les dimensions économiques et financières. Il a permis de mieux comprendre que la pauvreté est surtout la conséquence d'un manque de pouvoir, qui empêche d'accéder aux ressources productives que sont l'eau, la terre, les crédits, les services gouvernementaux et les connaissances. Ces ressources sont accaparées par des groupes mieux organisés, mieux protégés, plus forts. Une telle analyse explique aussi pourquoi ce sont les femmes et les filles qui souffrent le plus de la pauvreté extrême.

Fidèle aux buts de sa loi sur la coopération au développement, la Suisse s'est beaucoup engagée à Copenhague et elle le fait aussi pour la réunion de juin. C'est notre pays qui a pris l'initiative d'accueillir cette réunion à Genève, avec pour objectif

de faciliter la participation de tous les acteurs: économie privée, gouvernements, société civile, chercheurs, syndicats.

Nous attendons beaucoup de cette réunion. Il s'agit d'abord de renforcer la mobilisation de tous les participants pour que les efforts réalisés depuis 1995 soient poursuivis et renforcés. Copenhague a déclenché un réexamen des politiques de développement, pour qu'elles soient plus précises et efficaces dans leur appui aux plus pauvres. Mais cela reste encore insuffisant.

Nous attendons aussi un approfondissement de la réflexion et des échanges en matière de création d'emplois. Le chômage de centaines de millions de personnes dans le monde, surtout des jeunes ayant reçu une formation, est un énorme gaspillage économique. Plus grave encore, il est une atteinte à la dignité de la personne, qui peut avoir des conséquences psychologiques et sociales très négatives. Beaucoup d'efforts dispersés ont déjà été entrepris pour créer des emplois, par exemple par la coopération suisse, mais sans une véritable stratégie internationale qui tire les enseignements des expériences faites. La réunion de Genève devrait poser les jalons d'une action commune plus efficace dans ce domaine.

Jean-François Giovannini
Directeur suppléant de la DDC

Le numéro 3 des «Écrits sur le développement», qui vient de paraître, présente la politique de la DDC pour le développement social. Il contient également des articles rédigés par divers experts. Intitulé *De la difficulté d'éliminer la pauvreté dans le monde*, il existe en quatre versions linguistiques (français, allemand, anglais et espagnol). Il peut être commandé au moyen du coupon de commande figurant dans la liste des publications ci-jointe.

Virage à Madagascar

La Suisse réoriente son aide à Madagascar. Après avoir coopéré durant trente ans avec le gouvernement, elle travaillera désormais uniquement avec des acteurs de la société civile, dans le cadre d'un Programme de développement rural (PDR) qui débutera le 1^{er} janvier 2001.

Pauvreté alarmante

Malgré une légère reprise économique enregistrée depuis 1994, la situation sociale ne cesse de se dégrader à Madagascar. Entre 1960 et 1998, la pauvreté a augmenté de 35 pour cent. En vingt ans, le taux d'accès aux services de santé a reculé de 65 à 35 pour cent et durant les quinze dernières années, le revenu des ménages a diminué de presque la moitié.

Structure du PDR

Le Programme de développement rural est doté d'une structure décentralisée. Dans chaque région, une coordination régionale gère le programme, un comité d'attribution statue sur les demandes d'appui et un comité technique se prononce sur leur faisabilité. À Antananarivo, le comité de pilotage définit les grandes orientations stratégiques et la coordination nationale chapeaute l'ensemble du programme.

(Jls) Ce virage a déjà été amorcé en 1995, à l'issue d'un processus d'évaluation faisant apparaître un bilan mitigé de la collaboration avec les structures étatiques. Dès lors, la DDC a privilégié des partenaires non gouvernementaux. Elle a toutefois maintenu jusqu'en 1997 un partenariat avec le ministère des travaux publics pour la réfection de routes. Mais ce programme a été stoppé à la suite de l'assassinat de son responsable, l'ingénieur uranais Walter Arnold.

Malgré les multiples démarches de la Suisse, ce crime n'a jamais été élucidé par la justice malgache. «Le manque de transparence qui a caractérisé l'enquête a accéléré le processus de réflexion concernant la réorientation de l'aide», indique Gerhard Siegfried, chargé de programme à la DDC. Un autre élément a alimenté la réflexion: «Le gouvernement malgache n'a pas montré jusqu'à présent une véritable volonté d'améliorer le sort des populations. Il a beaucoup de difficultés à mettre en œuvre des stratégies convaincantes de lutte contre la pauvreté qui affecte les trois quarts de la population.»

Le verdict est tombé le 18 septembre 1998: la direction de la DDC a décidé de fermer en 2000 son bureau de coordination à Antananarivo, de retirer Madagascar de la liste des pays de concentration et de mettre en place, à partir de 2001, un programme réduit axé sur la lutte contre la pauvreté en zone rurale. Doté de 7 millions de francs par an, le PDR sera géré par la fondation suisse Intercooperation. Il se concentrera sur les régions de l'Imerina, du Betsileo et du Menabe.

Appui aux dynamiques locales

La pauvreté ne cesse d'augmenter à Madagascar. La fraude fiscale et la corruption ont des effets ravageurs sur les recettes publiques. Faute de moyens, l'État n'est pratiquement plus en mesure d'assurer les services de base à la population, comme la sécurité, l'éducation, les soins de santé ou les transports. Cette inertie de l'appareil étatique aura eu au moins un effet positif: «Des dynamiques locales ont surgi un peu partout dans les campagnes. Les gens ont commencé à prendre leur destin en main, avec une détermination étonnante», consta-

te M. Siegfried. Le PDR entend apporter un appui à ces mouvements dans les secteurs qui ont été traditionnellement couverts par la DDC à Madagascar, à savoir l'eau potable, la santé, la gestion des ressources naturelles, la production agricole et la communication rurale.

Mais le PDR n'interviendra qu'en réponse à des demandes venues de la base. Des comités régionaux examineront les demandes d'appui formulées par les acteurs locaux, vérifieront si elles correspondent aux objectifs stratégiques du programme et décideront ou non d'entrer en matière.

Le filtrage sera plutôt sévère, car le PDR a des ambitions qui vont bien au-delà du simple financement de petits projets: «Nous ne voulons pas réparer un dispensaire ici, creuser un puits ailleurs... Le programme finirait par être atomisé en centaines de micro-activités décousues. Au contraire, le PDR doit avoir un impact sur le développement rural de toute la région. Son objectif est de renforcer la société civile, afin de donner aux populations rurales la maîtrise de leur développement économique et social.»

Pour obtenir un financement, les paysans devront tenir compte des principes qui sont au cœur du PDR. Quelques exemples: l'action appuyée devra avoir un impact positif sur l'environnement, inclure les groupes les plus faibles – notamment les femmes –, être viable et offrir une garantie pour les générations futures. D'autre part, le PDR ne prendra en considération que les demandes ayant fait l'objet d'une large concertation locale entre tous les intéressés, des paysans jusqu'au maire. Enfin, les paysans seront tenus de participer aux coûts du projet, une manière de manifester leur engagement. Cette contribution pourra être versée en espèces, en nature ou en travail.

Responsabilités à apprendre

Une fois la demande acceptée, le PDR mettra les paysans en contact avec les prestataires de services. Il peut s'agir d'artisans ou de petits entrepreneurs locaux si le projet est de nature technique. En revanche, on fera appel à des organisations non gouvernementales (ONG) si l'action a un caractère so-



Keystone



22

23

cial. Le PDR cherchera à mettre en concurrence les différents prestataires. Il pourra aussi leur fournir un appui visant à améliorer leur offre.

Le PDR accordera également une grande importance au principe de *l'empowerment*. Par conséquent, les paysans seront les maîtres d'ouvrage et assumeront l'entière responsabilité du projet. Ce sera à eux de mandater les prestataires, de contrôler l'exécution des travaux, puis de régler les factures avec l'argent qu'ils auront reçu directement du PDR. Dans les premiers temps, ce schéma risque cependant d'être difficile à mettre en pratique.

«Rares sont les villageois qui sont a priori suffisamment formés pour tenir une comptabilité, gérer des contrats et opérer des transactions financières. C'est pourquoi nous prévoyons un accompagnement, le temps qu'ils acquièrent les compétences nécessaires», relève Gerhard Siegfried. ■

Pépinière de journalistes pour l'Albanie

Les médias électroniques fleurissent en Albanie: on y trouve en ce moment 41 radios locales. Elles sont le principal vecteur d'information pour une grande partie de la population. Un projet de la DDC soutient la formation de journalistes.



Paolo Bertossa



Keystone

(gn) La plupart sont jeunes, pleins d'enthousiasme, avides d'action. Ils vivent à Tirana, dans des villes de province ou dans de petits villages. Et ils font de la radio. Ces journalistes sans formation ni expérience tentent de donner un contenu à leur nouvelle liberté en utilisant les nouveaux médias.

C'est dans ce contexte qu'intervient un projet lancé en 1999 par la Suisse en collaboration avec l'Institut albanais de journalisme: des cours échelonnés sur trois semestres permettront de former 45 journalistes de radio venus de toute l'Albanie. Cette formation axée sur la pratique englobe les bases du journalisme et le savoir-faire spécifique de la radio (technique de l'interview, réalisation de reportages).

Des compétences qui essaient

Durant leur formation, les étudiants s'exercent dans un studio de Tirana, doté d'un équipement numérique. Mais ils apprennent aussi la méthode classique du montage analogique, qui prédomine encore dans les studios locaux. «Les journalistes sont souvent obligés, dans leur station, de travailler avec un matériel simple, qui n'est pas de niveau professionnel.

C'est pourquoi nous leur montrons aussi comment tirer un maximum de ce genre d'équipements», explique le Tessinois Paolo Bertossa, journaliste de télévision et chef du projet. Comme l'évolution est extrêmement rapide dans ce domaine et qu'un équipement de radio numérique est relativement avantageux, M. Bertossa pense que beaucoup de stations se mettront très prochainement au numérique et qu'elles se raccorderont à Internet. La formation inclut d'ailleurs une initiation au travail sur la «toile». Le deuxième cours a pris fin début février et la dernière volée d'étudiants a commencé sa formation en avril. Les participants au premier cours ont déjà pu mettre en pratique leurs connaissances toutes fraîches. Des enquêtes confirment qu'ils les ont également transmises à des collègues. Et pour donner un avenir à la formation de journalistes en Albanie, huit journalistes confirmés sont initiés à la fonction de maîtres de stage, dans le cadre de ce projet. ■

(De l'allemand)

Deux pionniers de la coopération suisse au développement



Uns Keller



Keystone

Hans Keller, ancien ambassadeur de Suisse, est décédé le 14 décembre 1999 à l'âge de 91 ans. Il fut le premier directeur du «Service technique» créé au sein du Département politique fédéral il y a 39 ans, un service qui allait gagner en importance et devenir l'actuelle Direction du développement et de la coopération, au DFAE. Quelque temps avant sa mort, Hans Keller prenait encore une part active à l'avenir de la DDC. Il ne manquait d'ailleurs pas de rappeler avec fierté les débuts de cette institution qu'il a mise sur pied avec l'aide d'un seul collaborateur et d'une seule collaboratrice. Il s'est attelé à la tâche avec beaucoup d'entrain et de plaisir, et ce fut l'œuvre de sa vie.

La carrière de Hans Keller fut riche et variée: il a débuté en tant que journaliste et représentant de l'Office suisse d'expansion commerciale (OSEC) en Slovaquie, où il organisait l'exportation de bois vers la Suisse et où il a défendu la cause juive pendant la deuxième guerre mondiale. Il a ensuite travaillé à l'ancienne Division commerciale (devenue plus tard OFAEE) avant d'entrer dans la carrière diplomatique, où il a notamment dirigé le «Service technique». Ambassadeur en Chine, où une relation d'amitié le liait à Chou En-lai, et en Yougoslavie, il a largement défendu les intérêts de la Suisse. Même à la retraite, Hans Keller a contribué à forger les relations bilatérales, mettant à leur service son sens pragmatique et ses idées novatrices qui furent à l'origine de nombreux projets.

À l'instar de ses actes, les anecdotes qu'il aimait à raconter sont inoubliables. Il avait ainsi une prédilection pour la chasse et le président Tito aimait pratiquer ce sport avec lui. Nous garderons de lui l'image d'un homme modeste, portant un intérêt marqué aux pays et à leurs populations. Je resterai toujours reconnaissant à Hans Keller pour ses visites et pour ses conseils.

August Lindt, ancien ambassadeur de Suisse, nous a quittés le 14 avril 2000 à l'âge de 95 ans. Nombre de journaux ont retracé sa vie et son œuvre. Sa carrière connue diverses étapes marquantes: délégué du CICR, Haut commissaire pour les réfugiés des Nations Unies, ambassadeur de Suisse à New Dehli, à Moscou et à Washington, il fut aussi et surtout le premier délégué du Conseil fédéral à la coopération technique.

August Lindt a poursuivi l'œuvre de Hans Keller. C'est sous sa direction que le «Service technique» s'est développé et s'est engagé sur la voie qui en a fait l'actuelle DDC. August Lindt a consacré son énergie créatrice inépuisable à la mise sur pied de l'aide étrangère de la Suisse, dédiant son action à la tradition humanitaire et à la solidarité de la Suisse. Sa carrière terminée, il a, lui aussi, suivi de près la destinée de la DDC et les longues conversations que nous avons eu la chance d'avoir avec lui nous ont motivés pour aller de l'avant. Nombre des collaborateurs et collaboratrices de la DDC – aussi bien les anciens que ceux qui sont là aujourd'hui – lui doivent beaucoup pour son engagement et pour ses qualités personnelles.

En l'espace de quelques mois, la Suisse vient de perdre deux des six anciens directeurs de sa coopération au développement. Mais ce qu'ils ont réalisé demeure à jamais, car ils ont fait œuvre de pionniers en créant les bases de la coopération que la Suisse mène aujourd'hui à l'échelon international, une coopération qui comprend aussi l'aide humanitaire et la coopération avec l'Est. Nous leur témoignons ici toute notre reconnaissance.

*Walter Fust
Directeur de la DDC
(De l'allemand)*

Le roseau africain se redressera

Les afro-pessimistes peignent un continent en perdition, livré à tous les fléaux. Les afro-optimistes sont convaincus qu'il renaîtra, grâce à ses atouts indéniables. Trois connaisseurs de l'Afrique se sont penchés sur son avenir: la Sénégalaise Ndiro Ndiaye, directrice générale adjointe de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Suisse Laurent Monnier, chargé de cours à l'Institut universitaire d'études du développement (IUED), et le Béninois Edgard Gnansounou, président de Imaginer et construire l'Afrique de demain (ICAD). Débat animé par Jane-Lise Schneeberger.



Pierre Vrat ©

Edgard Gnansounou



Laurent Monnier



Ndiro Ndiaye

Hien Lamm Duc / Vu

Un seul monde: Comment voyez-vous l'avenir de l'Afrique?

Edgard Gnansounou: Je suis résolument optimiste. Un des principaux atouts de l'Afrique, c'est la jeunesse de sa population. La situation actuelle ne peut que s'améliorer. De plus, l'Afrique profite d'un environnement technologique qui va irrésistiblement vers la décentralisation. Internet, les téléphones portables, les radios... cela représente une révolution culturelle qui facilitera le désenclavement du continent.

Laurent Monnier: Pour faire des pronostics sur l'avenir, il faut prendre en compte l'histoire de l'Afrique. Elle a subi successivement l'esclavage, la colonisation, puis la guerre froide. Sa véritable libération a eu lieu en 1994 seulement, avec la fin de l'apartheid. Aujourd'hui, un réaménagement général est en cours. L'Afrique digère la domination extérieure. Et cela conduit parfois à des violences extrêmes. Mais l'équilibre qu'elle finira par trouver ne sera pas dicté de l'extérieur.

Ndiro Ndiaye: En tant qu'Africaine, je ne peux pas ne pas être optimiste. L'Afrique pourrait devenir à long terme un pôle d'intérêt. Malgré les ravages du sida, elle regorge de ressources hu-

maines jeunes, instruites, créatives et capables de donner une impulsion au développement. Son sous-sol est richissime, la terre fertile. Cependant, le développement est entravé par des guerres fratricides, le sectarisme, l'autoritarisme, la «mauvaise gouvernance» et les intérêts personnels des dirigeants.

E. Gnansounou: Des pouvoirs autoritaires ont trop longtemps empêché le libre développement de la créativité. Les modèles économiques imposés de l'extérieur ont favorisé une panne d'imagination. Politiquement, l'Afrique n'est pas encore entièrement libre. On doit donner à la démocratie un contenu qui soit plus proche des gens. Se contenter d'élire un président et des députés qui siègent dans la capitale, c'est une démocratie assez limitée. Une démocratie adaptée à la culture africaine devrait être très décentralisée et s'exercer davantage au niveau local par la recherche du consensus, l'entente et la tolérance. Les pays africains doivent développer leur propre projet de société, en tirant parti de leurs cultures.

Un seul monde: Certaines valeurs culturelles, qui passent pour être imperméables à la modernité, peuvent-elles constituer une entrave au développement?



Still pictures



E. Gnansounou: La culture peut être une entrave si le développement est perçu comme quelque chose venu d'ailleurs, car la culture est alors supposée s'adapter au modèle. Mais si le développement est la recherche de l'épanouissement des gens, on doit plutôt adapter le modèle aux valeurs culturelles.

L. Monnier: Les cultures africaines sont très fortes, mais elles savent intégrer tout ce qui est intéressant pour elles. L'écrivain congolais Tchicaya U Tam'Si a illustré cette force culturelle en comparant l'Afrique à un roseau. Soumis à des ouragans comme l'esclavage et la colonisation, le roseau plie et quand c'est fini, il se redresse. C'est ce qui se passe maintenant. 1994 a marqué l'ultime phase de la colonisation. Le roseau va se redresser.

N. Ndiaye: La richesse culturelle de l'Afrique devrait être un atout. Cependant, des dirigeants corrompus sont souvent prêts à utiliser les différences ethniques, raciales, voire religieuses pour se maintenir au pouvoir. Il n'empêche que la culture est un bien intrinsèque, commun à tous les Africains, qu'ils soient Peuls, Bambaras ou Wolofs. Sur cette base viennent se greffer des «plus», comme l'instruction, qui est tout aussi importante. Si les populations ne sont pas capables de décoder les messages de leurs dirigeants, elles ne participeront pas correctement.

Un seul monde: Une fois instruits, nombreux sont les Africains qui quittent leur pays pour s'installer en Europe ou aux États-Unis. Peut-on enrayer cette fuite des cerveaux?

N. Ndiaye: Les migrations contribuent aux échanges entre les peuples et à l'enrichissement mutuel. Elles sont bénéfiques tant qu'on peut renverser la fuite des cerveaux. Comment un pays peut-il se développer quand 35 pour cent de son intelligentsia se trouve à l'extérieur? L'OIM encourage le retour volontaire des Africains, qualifiés ou non, afin que leur pays d'origine puisse profiter du savoir-faire et des connaissances qu'ils ont acquis à l'étranger. Hélas, les pays africains ne se donnent pas la peine de préparer des possibilités de travail. Le risque, c'est que ces gens repartent après six mois.

E. Gnansounou: Il faut arrêter de diaboliser les migrations. À l'heure de la mondialisation, on ne peut pas reprocher à un Africain qui vit mal chez lui de vouloir s'installer ailleurs. Il y a des pays, comme les États-Unis, qui se sont créés à partir des migrations. Il est plus judicieux d'utiliser la diaspora comme un vecteur d'échanges culturels et économiques favorables à l'Afrique. Cela me paraît plus important que de vouloir à tout prix le retour des «cerveaux».

Thèses controversées

Dans son livre très controversé *Et si l'Afrique refusait le développement?*, paru en 1991, la sociologue camerounaise Axelle Kabou a brisé un tabou: elle accusait les Africains d'être responsables de leur retard, pour avoir considéré la technique comme quelque chose d'étranger et de menaçant. Des intellectuels africains ont répliqué en couvrant la sociologue d'injures. En Afrique anglophone, ses thèses n'ont même pas été commentées.

«*Et si l'Afrique refusait le développement?*», L'Harmattan, Paris, 1991



Keystone

«L'idée que les Européens se font du continent noir est très éloignée de la réalité. Comme tout monde étranger, l'Afrique a ses propres valeurs. On ne pourra jamais la comprendre sur la base de critères européens. Et c'est peut-être mieux ainsi.»

Wolfgang Kunath, correspondant à Nairobi depuis de nombreuses années

«Le problème est que les Blancs arrivent en Afrique avec une foule d'attentes et d'exigences, sans même se demander ce que les Africains sont prêts à accepter (...). Heureusement, l'Afrique résiste bien à toutes les bonnes choses que nous voulons lui apporter. Peut-être même notre expérience africaine nous amènera-t-elle un jour à revoir notre mode de pensée et à nous demander pourquoi notre système ne fonctionne pas en Afrique.»

Dominik Langenbacher, diplomate suisse, ex-coordonateur de l'ONU pour la Somalie

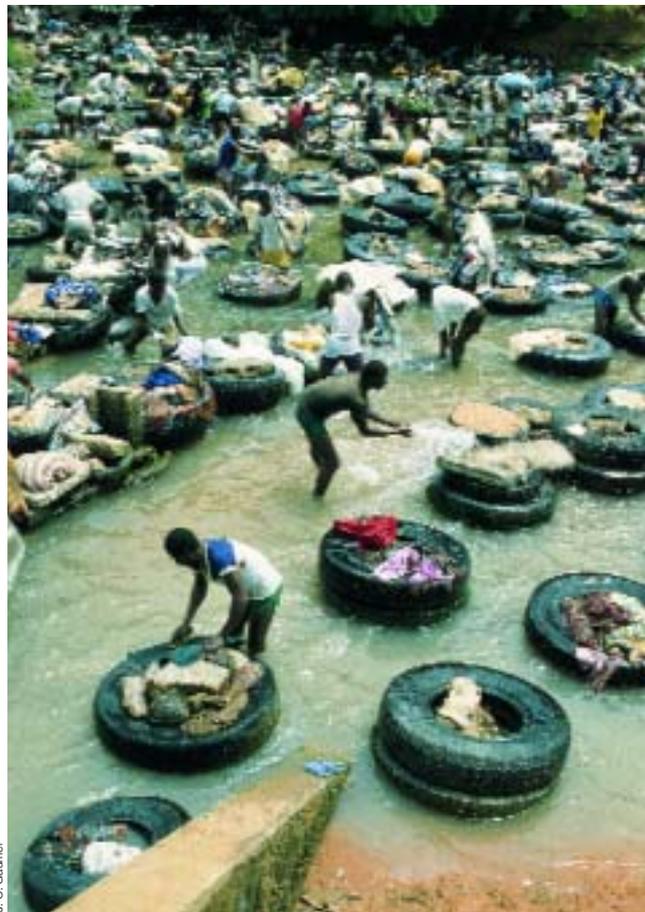
Un seul monde: L'Afrique a largement bénéficié de l'aide des pays du Nord et elle est toujours aussi pauvre. Faut-il y voir un échec de la coopération au développement?

L. Monnier: Il est faux de penser que c'est la coopération au développement qui détermine le développement. Les Européens ne vont pas changer quoi que ce soit à l'avenir de l'Afrique. Il y a quelque chose de piégé dans le mot «développement». Ne serait-il pas le prolongement du mot «civilisation»? L'Afrique sait ce qu'elle se veut. Qu'on la laisse tranquille! On a déjà trop voulu lui expliquer ce qu'elle doit faire.

N. Ndiaye: Quand bien même l'idéologie de la coopération serait justifiée, cet apport dont l'Afrique a bénéficié – sans véritable succès – ne peut être que temporaire. Elle devra compter sur ses propres capacités. D'ailleurs, cette aide n'est pas innocente. Les bénéficiaires en sont autant le donateur que celui à qui on donne, car l'argent finit par revenir à son point de départ. Qu'on cesse de prendre les Africains pour des enfants qui ont d'éternels besoins et qu'on les traite comme des partenaires. Depuis le temps, l'Afrique a pu générer des entrepreneurs, des gens capables de comprendre le langage de l'économie.

E. Gnansounou: L'Afrique a besoin d'aide. Des investissements doivent être faits dans la formation, la santé, les infrastructures. Et si les pays africains ne devaient compter que sur leurs capacités internes, cela prendrait trop de temps. J'approuve tout ce qui peut être fait pour renforcer les potentialités et les capacités africaines. On pourrait par exemple imaginer un subventionnement des coûts de fret, afin de faciliter les

exportations de produits africains vers des pays prospères. Saviez-vous que ces coûts, dans le cas de l'ananas ivoirien, représentent plus de la moitié du prix sur le marché de gros en Suisse? ■



J.-C. Gaudmer

De Dakar à Djibouti

Au début des années 50, vingt ans après l'ethnologue français Marcel Griaule, j'ai fait le voyage de Dakar à Djibouti sur les traces de son expédition, avec en main le journal tenu par Michel Leiris, *L'Afrique fantôme*. Ce titre dit bien l'étrangeté déconcertante du continent qui se dérobo alors qu'il paraît toujours d'abord se donner. Ce qu'on prend au début pour évident s'avère vite complexe, puis incompréhensible. On doit s'accommoder de l'énigme et interpréter tant bien que mal pour retrouver le vraisemblable et recommencer néanmoins à douter de ce qu'on croit avoir compris.

Entré à un bout de la nasse africaine, il fallait cheminer pour sortir à l'autre. Ces kilomètres de routes ajoutés, je me suis senti toujours bien incapable d'en dresser vraiment l'addition. Pas plus que des jours. De temps à autre, l'avion permettait de reprendre haleine et, comme le coup de talon du nageur sous-marin, de faire un moment surface, donc bilan. L'avion local, qui sautillait de poste en poste. Non pas le long-courrier, qui s'arrachait d'un coup à l'Afrique et filait vers l'Europe des affaires, des vacances, des familles.

Sinon, c'était presque toujours le camion et, avec lui, le petit matin humide et brumeux des tourterelles, la chaleur dansante de midi, les insectes du soir. La banquette défoncée brisait les reins, les cahots faisaient heurter le toit de la cabine et le moteur grillait les pieds, les genoux, le visage. La marchandise qu'on tirait derrière soi pesait du

poids de tout ce continent. Chargement de maïs, de palmiste, de coton, de fibre. Ces longs écheveaux jaunes de jute rassemblés sur les marchés locaux autour de la balance et du représentant de l'administration. Autour des cotonnades bariolées qu'on vendait aussitôt par pièces de trois brasses, ou de ces viandes fumées, peaux et os noircis. On trouvait alors encore des billets de cinq francs marqués «Afrique française libre».

À la halte, les chauffeurs faisaient bouillir l'*atanga*, une sorte de prune amère. Ils la plongeaient dans l'eau du radiateur au bout d'une baguette et elle tombait parfois, provoquant des ratés ou des pannes. Il y avait aussi les œufs offerts, souvent douteux, puisque les poules pondent au bord des talus sans dater leurs coquilles. Il y avait le poisson, tout arêtes, cœlacanthe de rivière. Les bananes vertes et le manioc, acide prussique.

La route se tordait sous les troncs. L'ombre ménageait des flaques de boue savonneuse. Mais dès que le soleil filtrait, la poussière rouge de latérite se mettait à tourbillonner, donnant un teint de Mohican. Un trou n'était jamais longtemps comblé. Comment y aurait-il eu sinon de profit pour le village proche, toujours volontaire dépanneur? Ces villages où l'on finissait par dormir, car la tornade barrait le passage de sa nappe liquide ou la batterie épuisée n'animait plus les phares que par intermittences. On s'écroulait de fatigue. Mais il y

avait toujours le rituel de l'accueil, la fraternité, la conversation, l'échange de nouvelles. À toutes les coordonnées de l'Afrique, au fil de l'eau ou des pistes, au ras des plages ou des collines, au profond de la forêt ou en brousse, une cavalcade de visages qui finissait par faire croire ce monde vide trop peuplé. Et les palabres. Je n'oublierai pas ce mari cocu, surgissant devant son chef, l'infidèle en larmes derrière lui, avec en main un mémoire chiffré d'atteinte à son honneur conjugal. J'y ai lu, entre autres: «Un coq acheté par moi et vendu par ma femme à son amant, 400 francs.»

Continent où la curiosité ne s'émuait jamais. À ce titre, rien n'a changé. L'Afrique a conservé la faculté de surprendre, à commencer par son bonheur d'expression et, en dépit des malheurs qui la frappent, la musique où elle excelle si bien que le monde entier s'est mis à danser à son rythme. ■



Monique Jacot

Charles-Henri Favrod, journaliste et écrivain, a beaucoup voyagé en Afrique, déjà à l'époque coloniale. Auteur de plusieurs livres, dont *Le poids de l'Afrique* (1958), *L'Afrique seule* (1961) et *La révolution algérienne* (1959), il a également été à l'origine de la collection «L'Atlas des Voyages» (Rencontre) et de *L'Encyclopédie du monde actuel* (Hachette). Il a souvent traité de la nouvelle Afrique indépendante, notamment dans des films qu'il a produits pour le cinéma et la télévision. Devenu historien de la photographie, Charles-Henri Favrod a dirigé le Musée de l'Élysée, à Lausanne, de 1985 à 1995. Il s'est préoccupé de la manière dont on a photographié l'Afrique. «Avant qu'elle ne commence à se photographier elle-même, ce qu'elle fait superbement aujourd'hui», commente cet expert.

28

29

Fin 1999, le Festival du Théâtre des Réalités a tenu sa quatrième édition à Bamako, capitale du Mali. La Suisse soutenait ce projet d'échanges destiné à donner de nouvelles impulsions au théâtre dans le Sahel. Il était placé sous la devise ambivalente «De l'oral aux cris». Cris de joie, mais aussi appels au secours. Jodok W. Kobelt* a vécu une semaine de danses, de rythmes, de contes et de rencontres.



Bamako se décomplexe

«Nous souhaitons créer un festival de vécus collectifs pour toutes les catégories sociales, et non pas une manifestation réservée aux classes riches et cultivées de Bamako. Les lettrés côtoient ici des gens qui ne sont pas allés à l'école et ignorent le français. Ce qui compte, c'est de vivre quelque chose ensemble. L'effet de ces expériences collectives se prolongera peut-être au-delà de la soirée théâtrale», dit Adama Traoré, directeur du 4^e Festival du Théâtre des Réalités.

Le théâtre est issu d'une longue tradition au Mali, si l'on y inclut le théâtre populaire kotéba. Depuis des siècles, le théâtre dansé sert à divertir aussi bien qu'à instruire et les agences de développement y recourent aujourd'hui pour diffuser leurs principes. «Les anciens rois le savaient déjà: entendre est une bonne chose, mais il faut que les gens entendent et voient un message pour que celui-ci reste

gravé dans les esprits», explique M. Traoré. Ce festival est-il donc consacré à la tradition théâtrale du pays? Oui et non. Outre des troupes de théâtre et de danse venues de plusieurs régions du Mali, il a réuni huit compagnies provenant du Sénégal, d'Italie, de France, du Burkina Faso et du Canada. La langue parlée sur scène est généralement le français. Est-ce judicieux, dans un pays qui compte officiellement 80 pour cent d'analphabètes? «Ce chiffre n'est pas correct», affirme le journaliste et metteur en scène Boubacar Belco Diallo. «Ils ne savent peut-être pas lire l'alphabet latin, mais beaucoup ont été alphabétisés dans des écoles coraniques. Pourquoi n'apparaissent-ils pas dans les statistiques?» Marie Françoise Balavoine, attachée de presse du festival, répond par une autre question: «Pourquoi des gens qui suivent tous les jours des séries télévisées en français, sans

en comprendre les dialogues, n'apprécieraient-ils pas une pièce de théâtre?»

Mme Balavoine connaît l'Afrique depuis des années: «Avant, je distribuais des pompes à eau pour le Mali ou le Sénégal, mais j'ai remarqué que les gens n'ont pas seulement besoin d'assurer leur existence. Ils veulent aussi des divertissements. C'est pourquoi nous emmenons nos productions dans les quartiers, vers les gens qui ne peuvent pas se payer le déplacement jusqu'au centre-ville.»

Histoires de grands-mères

Dans les quartiers, les cours d'école et les places de jeux se transforment en scènes. On étend par terre des toiles de tente pour marquer la scène et ne pas accroître l'omniprésente poussière rouge en suspension dans l'air malien. Devant, des nattes de pailles sur lesquelles une kyrielle d'enfants rieurs attendent le début de la pièce.

Derrière eux, les adultes, debout. Quatre à six vieux projecteurs éclairent sommairement la scène. Ici, l'on colle vite une feuille teintée sur un projecteur, là on calme un groupe d'adolescents qui se bagarrent. La représentation peut commencer. Pour les acteurs, c'est un travail difficile, surtout quand la pièce demande des nuances et comporte davantage de dialogues que d'action. «Les gens attendent des sketches courts et amusants. Comme ceux que présentent les troupes itinérantes qui participent aux campagnes didactiques et informatives pour le compte de l'État. Ce que nous montrons est nouveau pour eux», explique le Burkinabé Ildevert Meda, auteur et metteur en scène de *L'amour d'une mère*. Ses acteurs doivent parler bien plus fort, avoir encore davantage de présence pour retenir l'attention des spectateurs. «C'est plus simple quand les



30

31





© Jacob W. Kobelt

gens découvrent dans notre pièce des histoires que leur grand-mère leur avait racontées», note M. Meda. «Car nous travaillons avec ces allégories, ces mythes et ces contes. Lorsqu'ils reconnaissent l'histoire, les gens restent attentifs, même s'ils ne comprennent pas tout ce qui se dit.»

On ne présente pas toutes les pièces du festival en banlieue. La production *Les indépendantistes*, de la troupe sénégalaise Les 7 Kouss, serait trop bavarde. Le cadre: fuyant la guerre civile, sept personnages se rencontrent à une gare. Les rails ont été enlevés. «Pas de rails? Pas de problème! C'est le train qui est important!» Pour tuer le temps, ils se racontent des histoires qui finissent par sombrer dans l'absurdité: «La fabrique de bougies ne pouvait plus produire: il n'y avait pas d'électricité.» Ou encore: «On applaudissait tellement le héros que le bruit a fait fuir tous les animaux du pays.» La guerre civile rattrape les voyageurs potentiels, qui meurent sous une rafale de balles. L'absurdité

beckettienne et le débit de cette pièce, mise en scène par le Belge Jean-Claude Idée, n'auraient certainement pas été compris dans les quartiers périphériques.

Le bien-avoir

La compagnie italienne Koron Tlé, de Milan, a choisi une toute autre forme, avec des élèves comédiens de Bamako: un mélange d'expressions courantes en italien, en français et en bambara. Quand la blonde italienne s'écrit en bambara «Je t'aime» ou «Ne m'énerve pas», l'éclat de rire est assuré; et quand le vif étudiant de Bamako déclare «Io ti amo», le public comprend aussi et applaudit. L'engagement culturel de cette troupe s'appuie sur celui de la metteuse en scène Serena Sartori. Elle trouve arrogante la tendance de beaucoup d'Européens à réduire la culture africaine au rang de folklore: «Je me refuse à ne voir en Afrique que la faim, la guerre, la pauvreté. Quand on travaille avec les artistes, on trouve une fierté et une immense richesse, qui ne peuvent être qu'étouffées par la pitié condescendante. Un

ami africain m'a dit un jour: 'Vous avez le bien-avoir, mais pas le bien-être; vous autres Européens comprendrez peut-être les Africains au moment où vous aurez saisi que nos âmes sont plus affamées que nos corps.' Actuellement, l'Europe se trouve à tous les niveaux dans un état de vide existentiel qui ne nous donne aucun droit de juger les autres, d'évaluer leur culture selon nos valeurs.»

On peut se demander s'il est bien utile que l'Europe s'engage sur les plans artistique et financier en faveur d'un festival de théâtre à Bamako. Ne faut-il pas craindre que ces bonnes intentions dérivent vers une nouvelle forme de colonialisme culturel? Serena Sartori assure que non: «Nous avons débattu de cette question avec quantité d'artistes et d'intellectuels africains. La bonne réponse, à mon avis, a été donnée par Dany Kouyate, un metteur en scène du Burkina Faso, qui m'a dit: 'C'est vous qui nous avez donné des complexes par rapport à notre propre culture. Maintenant, aidez-nous à nous débarrasser de ces complexes.'» ■

**Jacob W. Kobelt est un journaliste indépendant. Il travaille pour la radio alémanique DRS et pour d'autres médias.*

(De l'allemand)

L'Afrique est différente...

...de ce que nous font croire les dépêches. La vie africaine est aussi faite de joies, de fierté, de couleurs, de marchés animés, de familles solidaires et d'arts novateurs. La DDC voudrait qu'on prenne mieux conscience de ces réalités. C'est pourquoi elle appuie durant toute l'année différentes manifestations culturelles centrées sur cette Afrique différente. Vous en apprendrez davantage à ce sujet dans la rubrique Agenda, à la page 35.



La tête dans les nuages

Film

À Yaoundé, capitale du Cameroun, la situation économique et sociale ne cesse de se dégrader. Nombre de personnes, même pourvues d'une solide formation, sont obligées d'accepter toutes sortes de petits boulots pour survivre. *La tête dans les nuages* est un film consacré au secteur dit informel. Jean-Marie Téo dresse un portrait saisissant de la société de Yaoundé: ses conditions de vie, sa volonté de survivre, son ingéniosité, etc. Ce faisant, il lutte contre l'apathie rampante, le cynisme et le mépris de la vie.

Jean-Marie Téo: «*La tête dans les nuages*», Cameroun, 1994, film documentaire, 35 minutes. Cinédia, tél. 026 426 34 30, e+m.cinedia@mail-com.net

L'Afrique des femmes

Musique

(er) Compositrices et instrumentistes de talent, ces musiciennes africaines aux voix captivantes se situent à mi-chemin entre la tradition et la modernité. Elles présentent «une nouvelle Afrique, l'Afrique des femmes». Leur disque est intitulé *Donna Africa*. La Tunisienne Mouna Amari juxtapose le luth arabe (*oud*) et la contrebasse européenne, tandis que la Nigériane Yinka Davies allie les chants traditionnels arabo-tunisiens et les mélodies yoruba avec les rythmes des *tablas* indiens. Mais lorsque la princesse rwandaise Florida Uwera, en exil au Burundi, interprète a *cappella* la complainte *Mana Yabjye* (où es-tu, mon Dieu?), un grand frisson nous parcourt l'échine.



«*Donna Africa*» (Peregrina Music / Musikvertrieb)

Amour toujours

(er) Des *riffs* de guitare mélodieux et pétillants, une contrebasse à la plénitude entraînante, des rythmes légers, une voix chaude: voilà la musique de Wendo Kolosoy, 75 ans. Le pape de la rumba congolaise a connu en 1949 un grand succès avec *Marie-Louise*, une déclaration d'amour interprétée en lingala. Dans les années 60, il est tombé dans l'oubli. Un film et un concert à Abidjan l'ont ramené sur le chemin des studios. Il vient de sortir un CD sur lequel *Marie-Louise* tient à nouveau la vedette. On y découvre son flirt musical avec Anne-Marie Nze, la «voix d'or du Cameroun», âgée de 68 ans. Wendo Kolosoy, «*Marie-Louise*» (Indigo / RecRec)

Les mécanismes de la corruption

Livres

(jls) Sectorielle ou endémique, la corruption est présente sous toutes les latitudes. Dans un ouvrage qu'il consacre à ce phénomène, l'Institut universitaire d'études du développement (IUED) a voulu éviter les discours moralisateurs ou dénonciateurs. Il a demandé à seize experts d'expliquer les mécanismes profonds de ces «échanges occultes», d'en restituer la complexité, les multiples facettes et les contradictions. Sous la direction de Giorgio Blundo: «*Monnayer les pouvoirs – Espaces, mécanismes et représentations de la corruption*», PUF-IUED, 2000

Une Belge au Sahel

(gnt) C'est avec beaucoup de minutie et de subjectivité que la journaliste belge Lieve Joris décrit le Sahel. L'inhospitalité de cette région d'Afrique contraste avec la dignité de ses habitants, et leur richesse sociale avec l'aridité de leurs moyens de subsistance. Mais on perçoit aussi dans le livre de Lieve Joris les échecs et les revers de ces populations, les causes et les conséquences de la légendaire lenteur africaine.

Lieve Joris: «*Mali blues et autres histoires*», Actes Sud, 1999

Courrier des lecteurs

Pourquoi pas des fours solaires?

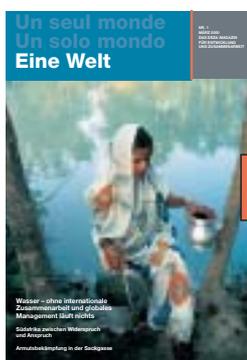
(Boulangers indiens et réchauds Primus en Afrique du Sud, n° 1/2000)

Il n'y a pas que les fours fonctionnant au mazout ou à l'électricité pour remplacer les fours traditionnels en briques, qui sont alimentés avec du bois. Les fours solaires sont tout aussi efficaces. Ils permettent de cuire du pain ou d'autres aliments sans frais et sans émissions nocives. De plus, la construction de petits modèles familiaux est à la portée des utilisateurs eux-mêmes.

La plus grande cuisine solaire a été mise en service vers la fin de 1998 à l'*ashram* de Brahmakumari, au Mont Abu dans le Rajasthan (nord de l'Inde). Elle fonctionne uniquement à l'énergie solaire et l'on y prépare deux à trois repas chauds par jour pour plus de 10 000 personnes. Ulrich Oehler, ingénieur en développement, Groupe ULOG, Bâle

Beaucoup de bravos pour *Un seul monde*

Depuis 1998, le magazine de la DDC a changé de *look*. Sous le titre *Eine Welt – Un seul monde – Un solo mondo*, sa nouvelle conception a atteint ses principaux objectifs. C'est ce que montre un récent sondage réalisé par la société Publicom. Le nombre de lecteurs a sensiblement augmenté, en même temps que le degré de satisfaction. Un graphisme moderne a rendu la revue plus attrayante. De René Grossenbacher*.



Il y a deux ans déjà que le magazine *E+D* a été rebaptisé *Un seul monde*. Mais ce changement de nom est aussi synonyme d'une refonte totale: l'aspect général a été modifié, de même que les thèmes abordés et la fréquence de parution, qui est passée de trois à quatre fois par an. Publicom, une société spécialisée dans le conseil aux médias, vient d'analyser l'avis des lecteurs d'*Un seul monde*. Un sondage a été effectué auprès d'un échantillon représentatif de 600 abonnés, dans les trois régions linguistiques. Les résultats ont été comparés avec ceux d'une étude menée en 1996 sur *E+D*. Les conclusions sont convaincantes, puisque les personnes interrogées ont perçu la plupart des changements comme des améliorations.

Intéressant et compétent

«*Un seul monde* traite de sujets intéressants, il est d'un accès facile et fait preuve de beaucoup de compétence.» Tel est l'avis très positif et presque unanime des abonnés des trois régions suisses. Bien que la grande majorité des lecteurs s'intéressent à la plupart des sujets traités, certains thèmes sont particulièrement appréciés. Parmi les mieux placés, on trouve les considérations générales sur l'économie, la formation, l'environnement et le système politique, ainsi que sur les activités de la coopération suisse au développement.

Sur dix personnes interrogées, neuf s'intéressent aussi bien à la politique de développement qu'aux cultures d'autres pays. Selon Publicom, cela pourrait être la raison principale qui incite les gens à s'abonner.

Look moderne et agréable

Par rapport à 1996, la nouvelle mise en page fait nettement meilleure figure. Le magazine invite plus à la lecture et on s'y repère plus aisément. La plupart des personnes interrogées déclarent même que si elles préfèrent *Un seul monde* à *E+D*, c'est précisément à cause de sa meilleure présentation.

Dans l'ensemble, *Un seul monde* compte des lecteurs

plus satisfaits que son prédécesseur. Même les fidèles de la DDC, qui ont lu *E+D* durant de longues années, apprécient la nouvelle publication. Et cet avis favorable prédomine dans les trois régions linguistiques.

Hormis toutes ces louanges, les lecteurs proposent aussi des idées pour améliorer la revue et des suggestions pour la faire évoluer. Certains souhaiteraient par exemple qu'elle reflète des «points de vue plus variés», d'autres voudraient que l'on réserve plus de place aux journalistes du tiers monde ou que l'avis des ONG soit plus développé.

L'attachement au magazine de la DDC n'a pas changé: sept lecteurs germanophones sur dix déclarent qu'il leur manquerait passablement ou beaucoup, s'ils devaient y renoncer. Au Tessin, cet attachement est encore plus fort, bien que la version italienne existe depuis deux ans seulement.

Soigner l'image de la DDC

«*Un seul monde* donne aussi la parole aux gens qui sont d'un autre avis et il n'est pas un organe officiel de l'administration.» C'est en ces termes que plus de deux tiers des lecteurs témoignent leur confiance à la publication.

En même temps, nul ne voit d'un mauvais œil que ce magazine soit publié par une institution officielle. Les personnes interrogées trouvent la DDC «compétente, ouverte sur le monde et crédible, assez efficace, jeune, peu dépensière, dynamique, critique et peu bureaucratique». Il est remarquable qu'un service fédéral jouisse d'une telle considération et *Un seul monde* a certainement grandement contribué à soigner l'image de la DDC auprès des lecteurs. ■

*René Grossenbacher est directeur de la société Publicom, qui a réalisé le sondage

(De l'allemand)

Annuaire



Beni Güntert

L'autre Afrique

«South meets West»

La Kunsthalle et le Musée d'histoire de Berne exposent un art africain moderne et surprenant.

Pour plus d'informations:
<http://www.kunsthallebern.ch>
Berne, jusqu'au 25 juin

Boubou - c'est chic

Dans le cadre de son exposition consacrée aux textiles, le Musée des cultures de Bâle présente une trentaine de boubous provenant du Mali et d'autres pays d'Afrique occidentale.
Bâle, du 27 mai jusqu'à la fin de l'année

Pentecôte à Winterthour

Un marché africain, des ateliers, des tables rondes, des lectures ainsi que des concerts de groupes jeunes et connus : l'Afrique se transpose à Winterthour le temps du traditionnel festival de la Pentecôte, «Afropfingsten». La DDC parraine ce festival un peu particulier qui se déroule sur le terrain de l'entreprise Sulzer. Elle y présente l'exposition *Espoir pour l'Afrique* et une autre qui est consacrée au pillage des biens culturels.
Winterthour, Afropfingsten, terrain Sulzer, bloc 37, du 6 au 12 juin

Eyuphuro

Le célèbre groupe mozambicain Eyuphuro fait une tournée en Suisse avec Zeena Bacar. Consultez les programmes culturels de votre région ou le site <http://www.coordinarte.ch>.
Divers concerts en Suisse en juin

Paléo Festival

Le grand rendez-vous musical de la côte lémanique est sans aucun doute le festival *open air* le plus important de Suisse. Il célèbre cette année son 25^e anniversaire. La DDC se présente comme un partenaire de la tente du Dôme, qui abritera une «scène du monde» Nyon, 25-30 juillet

WorldMusic FestivAlpe

Rencontre des cinq continents sur le terrain du festival à Château d'Œx, sous des tentes.
Château d'Œx, du 4 au 6 août

Conférence annuelle de la DDC

Le Mozambique sera cette année au cœur de la Conférence de la coopération au développement (de 14 à 22 heures environ). La soirée sera animée par un programme culturel, qui prévoit notamment le lancement d'un CD.
Berne, le 31 août

La Suisse et le monde, magazine du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), présente des thèmes actuels de la politique extérieure suisse. Il paraît quatre à cinq fois par année en français, allemand et italien.

Le prochain numéro, qui sera publié à la fin juin, portera essentiellement sur la recherche internationale et le rôle de la Suisse dans ce domaine. Le dossier du

numéro paru en avril était consacré à la promotion de la paix sur le plan civil. Vous pouvez vous abonner gratuitement en écrivant à:
«La Suisse et le monde»
c/o Schaer Thun AG
Industriestrasse 12
3661 Uetendorf
ou par e-mail
(druckzentrum@schaerthun.ch)

34
35

Impressum :

« Un seul monde » paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Editeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)



Comité de rédaction :

Harry Sivec (responsable) Catherine Vuffray (vuc)
Sarah Grosjean (gis) Andreas Stuber (sbs) Reinhard Voegéle (vor) Joachim Ahrens (ah) Gabriella Spiri (sgb) Beat Felber (bf)

Collaboration rédactionnelle :

Beat Felber (bf-production)
Gabriella Neuhaus (gn)
Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls)

Graphisme :

Laurent Cocchi, Lausanne

Photolithographie :

City Comp SA, Morges

Impression :

Vogt-Schild / Habegger AG, Soleure

Reproduction :

Une reproduction partielle ou intégrale peut être faite, avec mention de la source. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements :

Le magazine peut être obtenu gratuitement auprès de:
DDC, Section médias et communication,
3003 Berne,
Tél. 031 322 34 40
Fax 031 324 13 48
E-mail : info@ddc.admin.ch
26139
Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total: 50000
Couverture: Denis Darjacq / Vu

Internet: www.ddc.admin.ch

« Un seul monde »

Coupon de commande et de changement d'adresse

● Je voudrais m'abonner à « Un seul monde ». Le magazine de la DDC paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien. Il est gratuit.
Je voudrais recevoir ex. en français, ex. en allemand, ex. en italien.

● Je voudrais recevoir gratuitement des exemplaires supplémentaires du numéro 2/2000 de « Un seul monde » :
..... exemplaire(s) en français, exemplaire(s) en allemand, exemplaire(s) en italien.

● J'ai changé d'adresse

Nom et prénom: _____

Éventuellement institution,
organisation: _____

Adresse (en majuscules): _____

N° postal, localité: _____

En cas de **changement d'adresse**, prière de joindre l'étiquette comportant l'ancienne adresse.

Retourner le coupon à: **DDC/DFAE, Section médias et communication, 3003 Berne.**

